ISSN 0024-7650

Sidérurgie : plus de milliards pour moins d'acier et plus de chômeurs

Pages 9-10-11

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 757 - 4 décembre 1982 - prix : 6 F

Espagne : l'austérité à la sauce socialiste

P. 7

Médicaments plus chers

Préretraites amputées

A BAS LA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE DU GOUVERNEMENT

M 6189 - 757 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 6 :
— **Japon : les capitalistes veulent faire la bombe.**
— **Bolivie : le poids insupportable de la crise.**
Page 7 :
— **Espagne : l'austérité à la sauce socialiste.**
— **Argentine : les militaires s'amnistient.**
Page 8 :
— **GATT, un sommet qui n'est pas monté bien haut.**
— **Afrique du Sud : le gouvernement de la matraque.**
— **RFA : Flick-frac à Bonn.**

En France

Page 4 :
— **Mitterrand en Inde : il y a affaires !**
— **Fichez-moi ça dans l'ordinateur, en attendant de les mettre au bloc !**
— **Prud'hommes : un droit pour les travailleurs.**
Page 5 :
— **Un milliard de plus à payer pour se soigner.**
— **Industriels-EDF : le courant passe.**
Page 9 :
— **Dans les Ardennes :**
• **Les antinucléaires ne cèdent pas.**
• **Les sidérurgistes refusent de se contenter de promesses.**
Pages 10 et 11 :
— **Sidérurgie : plus de milliards, pour produire moins d'acier et plus de chômeurs.**
Page 12 :
— **Pollutec 82 : un nouveau marché.**
— **L'UFC appelle au boycott de Nestlé.**
Page 13 :
— **Renault Saint-Ouen : à part la CGC, aucun syndicat n'a signé.**
Page 14 :
— **Le gouvernement frappe les pré-retraités ; l'application à Chausson Gennevilliers.**
— **Citroën Saint-Ouen : les bons d'achat électoraux de la CSL.**
Page 15 :
— **Dans les entreprises : Ducellier Auvergne ; Olida Lyon ; Jaeger Levallois ; FACA Eure-et-Loir ; travailleurs sociaux en formation.**

Culture

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *La marche de Radetsky* de J. Roth ; *Le racisme* d'A. Memmi ; *Le volcan* de K. Mann ; *Les cours du caoutchouc sont trop élastiques* de Plantu ; *Yvan le Terrible* d'Henri Troyat ; *Premières histoires* de J. Guimaraes Rosa.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Hitler, une carrière* et *La guerre d'un seul homme ; La vengeance est à moi.***
— **Théâtre : *La nuit des rois* de Shakespeare, par le Théâtre du Soleil ; *L'éléphant d'or* d'A. Kopkor.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Les Marchés de France

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

La solitude du ministre

Badinter, le ministre de la Justice, a constaté l'échec de sa politique, la semaine dernière, devant le congrès du Syndicat de la Magistrature.

D'une part, la population pénale augmente : alors qu'elle était retombée à un peu plus de 31 000 au lendemain de l'amnistie de l'été 1981, elle dépasse aujourd'hui 36 000. Et surtout, le nombre de détenus provisoires n'a pratiquement pas baissé et représente 52,6 % de la population pénale.

Par ailleurs, Badinter constate et déplore la stagnation budgétaire de son ministère : 1,05 % du budget de l'Etat, taux inchangé depuis 1980. Le ministre reconnaît qu'il n'a pas réussi à faire évoluer l'appareil judiciaire : « Dans ce domaine, **a-t-il dit,** je connais le même échec que mes prédécesseurs ».

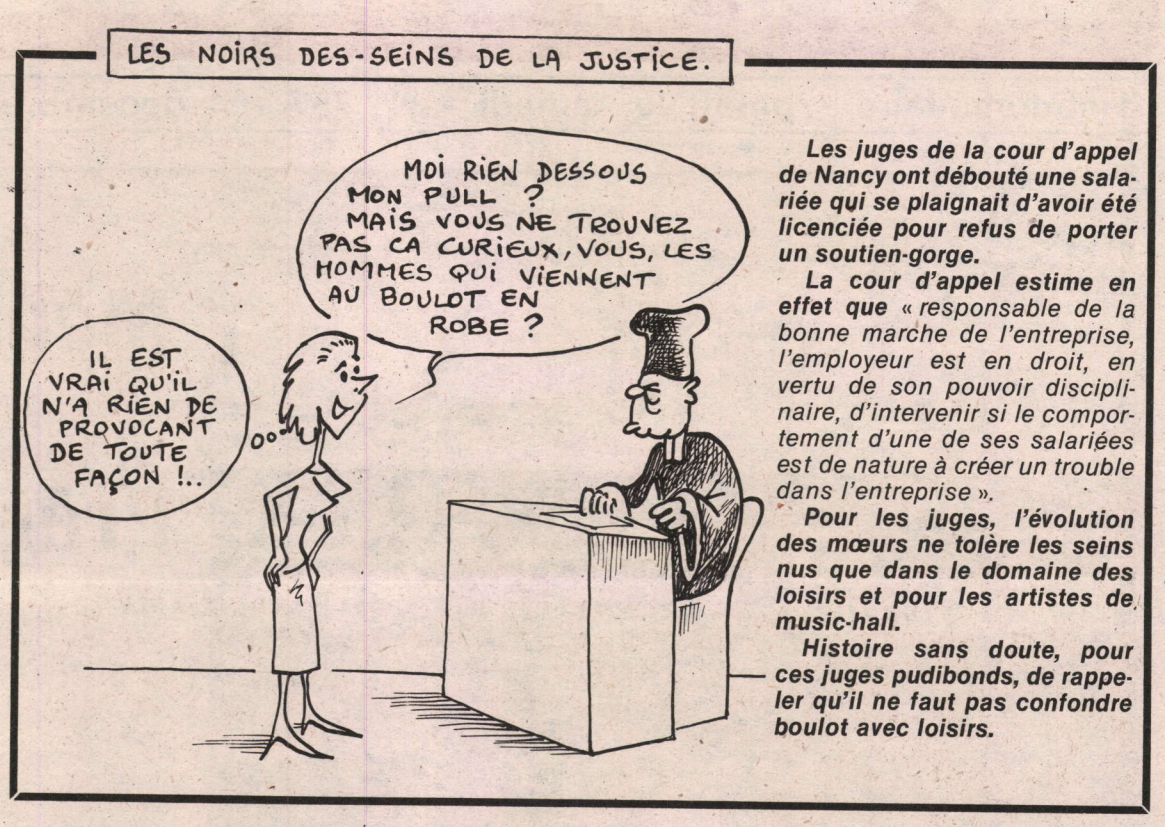
Et qui plus est, selon ses propres dires, « la réinsertion sociale des anciens détenus devient de plus en plus difficile, en raison de la conjoncture sociale ; avec le chômage croissant, cela devient presque impossible. De ce fait, les causes de rechute augmentent. »

C'est sans doute pour toutes ces raisons que le ministre a « un sentiment d'isolement ». **Il n'a pas les moyens d'appliquer la politique qu'il souhaitait mettre en œuvre, essentiellement diminuer la détention provisoire. Et c'est vrai que la meilleure solution pour diminuer la grogne des détenus, comme celle des gardiens d'ailleurs, aurait consisté à diminuer le nombre des détenus.**

Mais c'est le contraire qui se passe : le nombre de personnes emprisonnées avant de passer en jugement augmente, et les délais de comparution devant les tribunaux augmentent du même coup. Car le gouvernement auquel appartient Badinter a encore assez d'argent à consacrer à la répression, mais pas à la prévention ni à la justice. Exactement comme il trouve toujours de l'argent à consacrer aux patrons, mais n'en a plus pour la justice sociale.

Badinter est aujourd'hui amer et il voudrait sans doute qu'on le plaigne. Mais participer à ce gouvernement, c'est participer à sa sale politique. Et, quand on est intelligent de surcroît, c'est donc en toute connaissance de cause.

Laurence VINON



Les juges de la cour d'appel de Nancy ont débouté une salariée qui se plaignait d'avoir été licenciée pour refus de porter un soutien-gorge.

La cour d'appel estime en effet que *« responsable de la bonne marche de l'entreprise, l'employeur est en droit, en vertu de son pouvoir disciplinaire, d'intervenir si le comportement d'une de ses salariées est de nature à créer un trouble dans l'entreprise ».*

Pour les juges, l'évolution des mœurs ne tolère les seins nus que dans le domaine des loisirs et pour les artistes de music-hall.

Histoire sans doute, pour ces juges pudibonds, de rappeler qu'il ne faut pas confondre boulot avec loisirs.

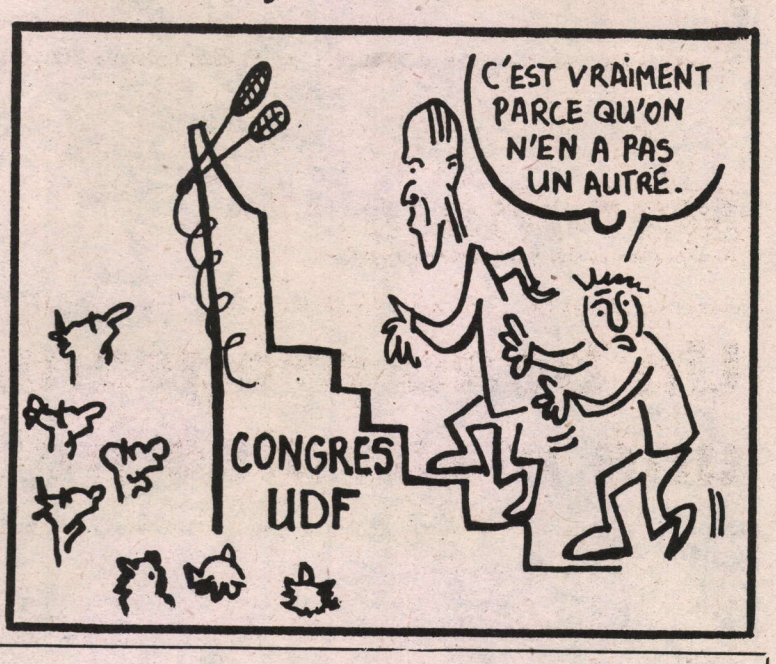
L'union de la droite et ses avatars

Au dernier congrès de l'UDF, les 27 et 28 novembre à Pontoise, Giscard d'Estaing s'est présenté en chef de file. Pour rassurer les politiciens de son parti, inquiets à quelques semaines des municipales, et pour les rallier à son panache, il s'est hautement proclamé **« pour l'entente de l'opposition »**, affirmant qu'un **« profond mouvement d'unification est en marche ».** Et s'il fallait une preuve, son déjeuner en tête-à-tête avec Chirac deux jours plus tôt devait en tenir lieu. « Unité », « Unité », « Unité » clame Giscard à Chirac, selon la méthode bien connue qui consiste à essayer d'étouffer son concurrent en l'embrassant.

Quant aux résultats, on a pu les voir à Lyon au lendemain même du congrès de l'UDF, quand on a appris qu'il y aurait deux listes de droite au premier tour, l'UDF et le RPR n'ayant pas réussi à se mettre d'accord.

Il est vrai qu'il est bien plus facile de taire une querelle entre deux chefs, pour un combat qui aura lieu dans six ans, que de le faire dans trente-six mille communes, pour une échéance qui aura lieu dans trois mois.

COUCOU, LE REVOILA !



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Médicaments plus chers, pré-retraites amputées :

A bas la politique anti-ouvrière du gouvernement !

AVEC l'entrée en application des décisions gouvernementales sur la pré-retraite, ou sur la diminution du remboursement des médicaments, cette semaine a encore apporté son lot de mesures anti-ouvrières. Le gouvernement Mitterrand-Mauroy continue à s'en prendre aux catégories les plus défavorisées de la population. Les sacrifices, les efforts qu'il fait mine de réclamer à tous, c'est aux plus pauvres qu'il les impose.

Car quand il décide de réaliser un milliard d'économies sur le budget de la Sécurité sociale en faisant payer deux fois plus cher aux usagers plus de 1 000 médicaments d'un usage courant, ce n'est pas aux riches qu'il s'en prend. Ceux-là pourront bien payer plus cher le cachet qui les aide à digérer le repas d'affaires trop copieusement arrosé, ils ne s'en apercevront même pas.

Mais le budget des familles modestes ou des personnes âgées démunies va s'en ressentir. C'est elles qui devront faire des sacrifices pour renflouer les caisses de la Sécurité sociale. Exactement comme c'est encore aux mêmes qu'on impose d'en faire pour renflouer l'UNEDIC. Parce que les prestations chômage qu'on rogne, les pré-retraites qu'on diminue, les cotisations sociales qu'on augmente, tout cela signifie pour ceux qui ont déjà peu devoir rogner sur le nécessaire.

La succession des mesures prises par le gouvernement, et qui touchent des catégories plus ou moins larges de travailleurs, vont toutes dans le même sens : s'attaquer systématiquement à la population laborieuse, peser de plus en plus fortement sur le niveau de vie de la classe ouvrière.

Et moins les travailleurs se défendent, plus la politique de Mauroy et Mitterrand est ouvertement et résolument anti-ouvrière.

Et le gouvernement n'a aucune raison de s'arrêter à mi-chemin. Mauroy et Mitterrand ont beau se dire socialistes, ils sont au service des riches et ce sont des serviteurs d'autant plus zélés qu'ils veulent démontrer à leurs maîtres, aux exploiteurs et aux profiteurs, qu'ils peuvent les servir aussi bien que la droite. Ils veulent démontrer qu'ils sont capables, justement parce qu'ils se disent socialistes, de faire accepter des sacrifices aux travailleurs.

Il est grand temps de ramener à la raison ces gens-là, de leur faire comprendre que nous ne jouerons pas à ce jeu-là. Les sidérurgistes en colère l'ont fait savoir à Mauroy qui s'est empressé de leur promettre que tous les licenciés seraient reclassés. Ce n'est pour l'instant qu'une promesse de plus. Mais si toute la classe ouvrière laisse éclater sa colère, le gouvernement devra reculer autrement qu'en paroles.

Oui, il est grand temps de nous défendre, tout simplement. Contre le patronat, bien sûr, mais aussi contre le gouvernement à son service.

Ces mesures anti-ouvrières successives, étalées dans le temps, dont certaines visent une catégorie de travailleurs seulement — retraités ou chômeurs par exemple — en escomptant la passivité des autres, se sont déjà traduites par une dégradation globale de la condition ouvrière. Il faut empêcher, par une réaction d'ensemble de toute la classe ouvrière, de toute la population laborieuse, que cela se poursuive. Nous pouvons mettre un coup d'arrêt à l'offensive anti-ouvrière du patronat et du gouvernement.

Et ce n'est pas parce que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les dirigeants des centrales syndicales pour s'opposer à la politique du gouvernement qu'ils n'ont pas la force, eux, de se faire craindre et respecter.

Arlette LAGUILLER

Marchais :

Un beau programme pour une mauvaise politique

Le PCF a, paraît-il, des solutions à la crise. Georges Marchais les a longuement rappelées aux cadres de son parti dans une conférence dont *L'Humanité* du 30 novembre a publié le texte intégral.

Marchais y analyse « *les racines du mal* » : « *la domination du capital* », « *l'exigence capitaliste du profit et de la rentabilité financière* ». Il dénonce la droite qui a permis aux « *milieux économiques et financiers de bénéficier d'une politique à leur convenance* ». Il dénonce l'augmentation du chômage et la dilapidation des fonds publics, la chute des investissements, etc.

Et Marchais propose à la fois des perspectives à long terme, « *le socialisme à la française* », et une politique pour aujourd'hui qui consiste, entre autres, à reconquérir le marché intérieur, accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et réduire les gâchis du capital.

« *Chacun comprend qu'une réduction du pouvoir d'achat des salariés et des revenus des travailleurs indépendants qui proviennent du travail et non de la spéculation, en comprimant les possibilités de débouchés pour notre production, ne pourrait qu'accroître les problèmes* ».

Evidemment ! Mais à quoi cela sert-il donc que Marchais raconte ses beaux discours aux cadres de son parti alors qu'au même moment les ministres communistes acceptent de participer à la véritable offensive contre le niveau de vie des travailleurs menée par le gouvernement Mauroy.

Le PC prétend avoir un beau programme en paroles mais il ne dénonce pas — et pour cause ! — le gouvernement, qui mène une politique d'austérité contre les travailleurs en faveur des patrons, qui tout comme le gouvernement précédent, continue à distribuer fonds publics et crédits aux capitalistes qui n'investissent pas davantage et qui spéculent toujours.

Marchais réaffirme la solidarité du PC avec le gouvernement sous prétexte que la majorité des Français ont voté pour le programme du PS.

Mais que l'on sache, les électeurs de gauche qui ont voté socialiste n'ont pas voté pour le blocage des salaires, pour de nouveaux licenciements dans la sidérurgie, pour l'abaissement des prestations sociales ni l'augmentation des cotisations. Ils n'ont pas voté pour l'austérité. Car Mitterrand s'était bien gardé de dire que cela faisait partie de son programme.

Les discours de Marchais redonneront-ils de l'allant aux cadres de son parti ?

Bien des militants du PCF continueront en tous les cas à se sentir mal à l'aise d'avoir à justifier et à défendre une politique gouvernementale injustifiable et indéfendable du point de vue des intérêts des travailleurs.

Dominique CHABLIS

Mitterrand en Inde

Il y a des affaires à faire !

Mitterrand a beau se défendre de n'être ni un représentant de commerce ni un marchand de canons, force est bien de constater que chacun des voyages du chef de l'Etat est ponctué d'une série de contacts plus ou moins profitables pour les trusts français.

Et sa visite officielle en Inde n'a pas fait exception.

Certes l'Inde est un pays pauvre. 281 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, 12,5 % des enfants meurent avant un an. Mais si l'Inde est le 103e pays pour le produit par habitant, elle est le 10e pour les affaires. Voilà ce qui a fait dire au représentant de l'Elysée : « La France s'engage dans un pays doué d'un plus ». **Giscard lui-même qui s'y connaissait en démarchage affirmait qu'il y a des affaires qui peuvent rapporter gros même si le pays est pauvre.**

Mais en ce qui concerne l'Inde, la France était loin derrière la Grande-Bretagne et les USA mais aussi l'Italie, le Japon et la Suisse. Il fallait donc mettre les bouchées doubles et Mitterrand s'y est employé. Déjà au printemps dernier, à la suite de la visite d'Indira Gandhi à Paris, l'Inde avait passé contrat pour l'achat de 40 Mirage 2000 **et l'option pour l'assemblage et la construction en Inde de 110 autres appareils... une paille ! Les** Mig **soviétiques**

(AFP)

risquaient de souffler l'option en faveur de Dassault. Sans compter le programme d'équipement téléphonique de 2 millions de lignes décroché par CIT Alcatel et qu'il s'agirait de compléter. Les industriels français ont des vues sur l'agrandissement du port de Bombay, la construction d'une centrale atomique, d'une usine Renault, etc.

Pour faire pièce aux concurrents, le gouvernement français a joué son atout : accepter de livrer à l'Inde de l'uranium enrichi sans être trop exigeant sur les garanties de sa non utilisation à des fins militaires.

Et du coup le gouvernement espère bien décrocher non seulement l'option sur les Mirage **mais encore les contrats pour la vente d'hélicoptères** Puma **et de missiles** Exocet.

Mitterrand lui-même ne signe pas ces marchandages. Il prépare le terrain et se cantonne ensuite dans les beaux discours sur « l'attachement à la démocratie, le souci de la paix, le souhait de voir le monde échapper à la seule emprise des blocs militaires qui s'opposent et la préoccupation du développement ».

Du développement des profits des industriels français sans doute ! Car la population indienne, elle, n'a rien à gagner aux Exocet **et aux** Mirage.

Robert PARIS

Fichez-moi ça dans l'ordinateur en attendant de les mettre au bloc !

La Commission nationale de l'informatique et des libertés vient donc de donner son aval pour la constitution par la police d'un fichier informatisé anti-terroriste baptisé « Violences-attentats-terrorisme ». L'autorisation ne vaut, paraît-il, que pour 60 000 références. ***« Pas 60 000 noms d'individus,*** *précise le député socialiste président de la Commission,* ***il y aura des fiches par affaire et aussi par « alias » établies aux vingt ou cinquante noms d'emprunt d'un même individu ».*** *Mais comme il y aura aussi les associations, on peut être certain que 60 000 références ça fera plus de 60 000 noms, et de toute façon, personne n'ira contrôler.*

Qui figurera dans ce fichier ? Officiellement ***« exclusivement les personnes connues pour leurs activités terroristes. Aussi toutes celles qui apportent leur soutien à ces activités. Et encore toutes celles qui sont en rapport direct et non fortuit avec ces dernières »,*** *répond la Commission.*

Mais comme l'avis de cette dite commission n'est que consultatif, les polices en feront ce qu'elles veulent. Elles n'ont d'ailleurs pas attendu les autorisations pour se livrer à ce travail de fichage qui consiste à repérer tout ce qui bouge, qui revendique et qui fait de la politique. Les Renseignements généraux ont ainsi 22 millions de fiches manuelles : depuis les voitures volées jusqu'aux militants syndicalistes en passant par toutes les personnes « importantes » d'un département et les « jeux et courses ».

Quant à la DST (la même qui fait des écoutes clandestines au téléphone), elle possède, sur ordinateur, elle, un million deux cent mille références. Il faut rajouter aussi le fichier clandestin de la gendarmerie dénoncé il y a deux ans par la Ligue des droits de l'homme.

Bref, prétendre qu'il y aura un contrôle sur les fichiers de la police, c'est se ficher du peuple. Ils nous fichent voilà tout et pour cela auront désormais plus d'argent et de moyens qu'avant. Et pas pour repérer que les terroristes.

Pierre VERNANT

Les conseils de Prud'hommes :

Un droit pour les travailleurs

Le 8 décembre auront lieu les élections aux conseils de Prud'hommes, et ce sera l'aboutissement d'une campagne pendant laquelle chacune des confédérations syndicales a tenu à occuper le terrain. Les syndicats sont effectivement très concernés par cette consultation, car elle est pratiquement la seule à l'échelle nationale au travers de laquelle des conclusions peuvent être tirées sur leur audience respective. Et comme de là il découle un certain nombre d'avantages sur le plan de leurs relations avec l'Etat, comme les subventions, la répartition de postes dans un certain nombre d'organismes paritaires, toutes choses auxquelles les syndicats sont particulièrement sensibles, on comprend l'importance qu'elles y ont accordée.

Il se trouve que dans ce type d'élections, la CGT, qui est la centrale syndicale la plus implantée, est relativement défavorisée par rapport à des syndicats comme la CFDT, FO ou la CFTC. Cela, parce que la CGT est surtout implantée dans les milieux les plus pauvres et les plus ouvriers parmi les salariés, ceux qui sont le plus directement à la production dont en particulier une bonne part de travailleurs immigrés. Or il se trouve que ce n'est pas dans ces milieux que l'on fait le plus facilement la démarche nécessaire à la participation à ce genre de scrutin. Sans compter qu'il faut franchir la pression des chefs ou des patrons (en particulier des petits) ne serait-ce même que pour exercer son droit de vote ; car le scrutin se déroule à l'extérieur de l'entreprise, école ou mairie, et pendant les heures de travail, de 8 à 18 heures, l'employeur devant payer le temps passé à aller voter comme temps de travail.

En conséquence, les couches de salariés dites plus « *évoluées* » participent proportionnellement en plus grand nombre et cela favorise la représentation de syndicats comme la CFDT, la CFTC ou FO qui compensent de cette façon, du moins sur ce terrain, le manque de militants et de cadres ouvriers.

Cela dit, indépendamment des problèmes de concurrence entre les confédérations syndicales, les militants qui assument la tâche de juges prud'homaux ont maintes occasions de montrer qu'ils le font avec dévouement et compétence, et qu'ils savent consacrer temps et intelligence à l'étude de dossiers pour lesquels ils essayent de faire appliquer en faveur des travailleurs une législation sociale complexe et contradictoire. Et même quand les lois sont évidentes, toutes limitées qu'elles soient, encore faut-il les faire respecter par les patrons. Ce n'est pas chose facile. Et c'est bien souvent un combat qui nécessite la présence et la persévérance de militants ouvriers et parfois même l'intervention des travailleurs.

Alors certes les tribunaux de Prud'hommes n'ont que de faibles pouvoirs, ils ne sont pas assez nombreux et les délais d'attente trop longs, et lorsqu'un jugement est favorable à un travailleur, ce n'est pas fini pour autant. Car bien souvent les patrons font appel ou vont même en cassation devant des tribunaux où les représentants des travailleurs n'ont plus voix au chapitre, spéculant sur la complexité et la longueur des procédures pour décourager les travailleurs d'avoir recours contre eux à quelque justice que ce soit.

Mais ce n'est pas parce qu'il est bien limité qu'il faut abandonner ce droit de participer aux tribunaux de Prud'hommes. Et c'est pourquoi il faut aller voter malgré tout. Ne serait-ce que pour marquer ainsi le soutien que nous apportons aux militants qui font ce travail ingrat et difficile. Car bien qu'ils appartiennent à des centrales syndicales qui toutes sont dirigées par des bureaucrates plus préoccupés par leurs rivalités de boutique et par leur place respective dans l'Etat et auprès du gouvernement que de la défense des intérêts des travailleurs, ces militants, eux, ne sont pas forcément des bureaucrates pour autant et sont très souvent des travailleurs dévoués à leur classe.

Claude CHARVET

1 milliard de plus à payer pour se soigner

Le ministère de la Solidarité a annoncé un nouveau projet de réduction de remboursement des médicaments par la Sécurité sociale. Et cette fois aussi, la liste est longue. Il s'agit de familles entières de médicaments qui concernent 10 % du marché français.

Cette liste comprend :
— des médicaments dont le remboursement passe de 100 à 70 % (traitement de l'ostéoporose, produits améliorant la résistance aux maladies infectieuses) ;
— une longue série de médicaments dont le remboursement passe de 70 à 40 % (émollients, cicatrisants, baumes révulsifs, antiprurigineux, stimulants de l'appêtit, enzymes digestifs, anti-nauséeux, anti-tussifs, fluidifiants de l'appareil respiratoire, produits utilisés en stomatologie ou en ORL, vasoprotecteurs, anti-hémorroïdaires, anti-variqueux, vitamines, ainsi que tous les produits homéopathiques) ;
— enfin les médicaments utilisés dans le traitement de l'obésité ne seront plus remboursés du tout.

Les gestionnaires du ministère de la Solidarité et de la Sécurité sociale qualifient la plupart de ces médicaments de « médicaments de confort » et à ce titre ils estiment qu'ils sont moins indispensables à la santé, pour justifier leur moindre remboursement.

Mais quel est le critère utilisé par ces messieurs pour apprécier s'ils sont indispensables ou non ? Ce n'est pas leur utilité pour la santé, mais l'argent tout simplement. Le but de ces mesures est de faire faire 1 milliard de francs d'économies à la Sécurité sociale. A la Sécurité sociale, mais pas à la population ! Car pouvoir ou pas utiliser un de ces médicaments dits « de confort », cela peut changer beaucoup de choses quand il s'agit par exemple de personnes âgées ou de mères de famille ayant leurs gosses à soigner.

Et comme aucun médicament d'une gamme donnée ayant un effet équivalent n'échappe à la baisse du taux de remboursement, comme il n'existe pour une maladie donnée aucun autre médicament sur lequel il serait possible de se rabattre, si ce n'est les antibiotiques, beaucoup plus chers de toute façon, ces médicaments dits « de confort » vont continuer à se vendre. Les médecins vont continuer, à juste titre, à les prescrire, parce que les gens en ont besoin pour se soigner. Les laboratoires pharmaceutiques le savent bien et ne se sont guère émus de ces mesures.

Le milliard de francs économisés par la Sécurité sociale sera donc prélevé dans les poches de la population. Et comme d'habitude, ce sont les plus démunis, les plus pauvres, qui en supporteront le plus les conséquences.

Claude CHARVET

Charger les consommateurs pour décharger les entreprises

Delors et le CNPF ne sont pas d'accord sur le montant des charges nouvelles pour les entreprises : le CNPF, qui doit penser que plus c'est gros mieux ça passe, avance 100 milliards ; alors que Delors, déjà très généreux, accorde de 15 à 21 milliards.

Par ailleurs, si le CNPF force le chiffre des dépenses et oublie les aides diverses et variées dont il a bénéficié, Delors n'en dit pas plus sur ce dernier point. **« Ne me demandez pas d'opposer les 100 milliards de francs qu'aurait coûté le socialisme aux entreprises aux cadeaux que, selon d'autres, nous ferions aux patrons. Je ne le ferai pas »**, a-t-il déclaré.

Ce serait pourtant la meilleure façon de prouver, chiffres à l'appui, que le CNPF n'a vraiment aucune raison de se plaindre. Mais cela, évidemment, Delors ne le souhaite pas. Ce serait montrer aux yeux de tous où va notre argent ! Alors Delors conteste les chiffres, car vraiment le CNPF en fait trop. Mais il reconnaît quand même que le patronat a bien payé des charges supplémentaires. Et la conclusion logique c'est qu'il va encore falloir aider ces pauvres patrons.

Bérégovoy, le ministre des Affaires sociales, a d'ailleurs préparé le terrain. Au Forum de *L'Expansion*, devant une assistance de patrons qui l'écoutaient d'un air ravi, il a déclaré le même jour que Delors : **« Les charges des entreprises ont atteint une limite qu'il ne faut pas franchir »** et a envisagé, pour alléger les charges sociales des entreprises, d'augmenter d'un point la TVA, ce qui rapporterait 24 milliards et reviendrait à alléger de deux points les charges sociales des entreprises.

Delors, tout en ayant l'air de contester les chiffres du CNPF, se prépare avec son compère Bérégovoy à nous faire accepter de nouvelles taxes au profit des entreprises.

Laurence VINON

Entre les industriels et l'EDF le courant passe

Le kilowatt-heure à 6 centimes, ce sera une réalité demain... mais pour les 500 plus gros consommateurs d'électricité, c'est-à-dire pour les gros industriels. Les consommateurs, eux, continueront à la payer environ 35 centimes.

C'est ainsi qu'en a décidé l'EDF. En effet, une nouvelle tarification va être appliquée pour ces entreprises qui consomment plus de 10 000 kilowatts. Le nouveau système fera varier le coût de l'électricité de 1 à 17, au lieu de 1 à 7, suivant le moment de la consommation. Ainsi la période d'été, où le courant est moins cher, sera étendue, puisque l'hiver sera réduit à trois mois. Novembre et mars seront considérés comme demi-saison. La période d'été est donc portée à 7 mois, dont 5 mois d'été proprement dits. Et en juillet et août les prix seront encore inférieurs, puisque de 6 centimes.

Une fois de plus les industriels, qui bénéficient pourtant déjà de jolies remises, vont donc avoir droit à une ristourne.

Ce qui n'a pas empêché le gouvernement, pas plus tard que la semaine dernière, d'invoquer le déficit d'EDF pour justifier une hausse de 3,5 % au 1er décembre pour les consommateurs individuels !

Ce déficit est d'ailleurs une réalité. Pour 1982, il serait évalué à 8 milliards de francs. En plus, EDF est endetté jusqu'au cou : aux alentours de 120 milliards de francs de dettes, dont 40 milliards en dollars (et la hausse du dollar intervenue depuis renchérit encore d'autant cette dette). Où se sont donc envolées ces sommes fabuleuses qu'a empruntées EDF ? Pour l'essentiel dans le « tout nucléaire », c'est-à-dire dans les coffres de la poignée de grosses sociétés qui se sont partagé le gâteau de la construction des centrales nucléaires : Framatome, CGE, Péchiney-Ugine-Kuhlmann, pour ne citer que les plus grosses. Quant aux consommateurs, à qui l'on avait promis une énergie moins chère pour l'avenir, ils ont dû payer le prix fort : plus de 40 % d'augmentation en deux ans !

En clair, à l'EDF comme ailleurs, pas de changement : comme ses prédécesseurs, Mitterrand creuse le déficit en multipliant les cadeaux et tarifs préférentiels en faveur des patrons. Mais c'est aux consommateurs qu'il continue à présenter l'addition.

Marie-Claude SOLAC

Réunion publique LUTTE OUVRIÈRE à Grenoble

vendredi 10 décembre 20 h 30 Salle Millet, 11 rue Millet (près de la place Victor-Hugo)

« Le gouvernement de la gauche contre les travailleurs »

SMIC : Le gouvernement se fait tirer l'oseille

Le Conseil des ministres du mercredi 1er décembre a décidé, sur proposition du ministre du Travail, Jean Auroux, d'augmenter le SMIC de 3,2 % au 1er décembre.

Il faut rappeler que le gouvernement — conformément aux promesses de François Mitterrand — avait promis de réévaluer le SMIC. Et en particulier, il était prévu qu'en 1982 celui-ci augmente de 4 % de plus que la hausse officielle du coût de la vie.

Depuis le blocage des salaires, on ne savait plus trop comment cela allait se passer (même si le SMIC avait été augmenté en juillet, avec en particulier 1,2 % de hausse du pouvoir d'achat), le gouvernement se gardant bien de dire clairement ses intentions. Ensuite, ces dernières semaines, se sont succédé des déclarations ministérielles contradictoires : Delors annonçant tout d'abord que l'on renonçait à la hausse de 4 % puis, devant les protestations que cela suscitait, Mauroy le contredisant !

Finalement donc la poire a été coupée en deux : ainsi, avec cette dernière augmentation, le SMIC aura été relevé de 3,2 % au lieu des 4 % promis.

Tout cela, hésitations, retards, désaccords feints ou réels, a permis au gouvernement de faire patienter encore un mois les smicards. Comme aujourd'hui il leur demande d'attendre la prochaine augmentation pour récupérer les 0,8 % manquants.

C'est un langage à l'image de celui qu'il tient à tous les salariés : attendez, patientez, etc.

Il n'y a que les patrons qui, eux, peuvent passer tout de suite à la caisse.

André CASTILLE

Japon

Pas de miracle, les capitalistes veulent faire la bombe

Le Japon a un nouveau gouvernement dont le chef Nakazone, qui faisait d'ailleurs déjà partie de l'ancienne équipe gouvernementale, et qui appartient au Parti Libéral Démocrate au pouvoir depuis trente ans, semble vouloir accentuer l'effort militaire de son pays.

Dans sa première conférence de presse du 27 novembre, il a annoncé la couleur : « Le Japon devrait fournir un effort de défense proportionnel à ses capacités économiques ».

Tout indique que les actuels dirigeants japonais s'orientent à la fois vers un accroissement du potentiel militaire propre du Japon, et vers le développement d'une industrie d'armement destinées à l'exportation.

Jusqu'à présent, comme dans une certaine mesure l'Allemagne, en tant que vaincu de la dernière guerre mondiale, le Japon avait hérité d'une situation qui parmi les grands pays capitalistes industrialisés le tenait relativement à l'écart de cette formidable course aux armements qui n'a pas cessé avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Le développement d'un fort courant pacifiste dû aux destructions massives causées par l'emploi de la bombe atomique sur son territoire, et la mise sur pied de limitations imposées par les vainqueurs, ont jusque-là entravé au Japon la production d'armements et le développement militaire. Non pas qu'il n'y ait pas d'armée du tout dans ce pays : elle est composée de 241 000 hommes pour 115 millions d'habitants. Non pas qu'il n'y ait que des lance-pierres pour armement : le budget en 1981 qui était de 40 milliards de francs, environ trois fois moins qu'en France, avait doublé par rapport à 1976. Mais la constitution pacifique imposée en 1946 par les dirigeants américains interdit toujours théoriquement tout réarmement, et jusqu'à présent le Japon s'interdisait toute exportation d'armements et d'éléments entrant dans leur composition.

Aujourd'hui, face à un rapprochement politique éventuel entre la Chine et l'URSS, les Etats-Unis qui cherchent d'autres appuis militaires et stratégiques en Extrême-Orient, seraient favorables à ce que le Japon accroisse et son armée et son armement.

Quant aux classes dirigeantes japonaises, elles aussi ont maintenant des raisons qui les poussent en avant dans le domaine militaire. Car elles sont confrontées aux problèmes de la crise économique, et elles souhaitent elles aussi, comme leurs homologues des autres puissances impérialistes, se servir de ce moyen pour colmater les brèches de leur économie défaillante.

En effet le « miracle japonais », le formidable développement industriel et commercial tant vanté ces dernières années, lui aussi en a un coup dans l'aile. L'économie japonaise montre à son tour sa fragilité et sa vulnérabilité : la croissance pour l'année en cours a été révisée en baisse de 5,3 % à 3,4 % et selon Le Monde **du 2 décembre, ne dépassera vraisemblablement pas 3 %. La demande intérieure, les exportations, la production sont en baisse. Le déficit budgétaire pour l'année en cours qui devait être de 10 000 milliards de yens (4 % du P.N.B.) sera au moins de 17 000 milliards de yens (450 milliards de francs), 4,5 fois celui de la France, près de 7 % du P.N.B. Et la dette cumulée de l'Etat équivaut à quelques 2 500 milliards de francs (**Le Monde **du 2 décembre).**

Devant cette situation, le capitalisme japonais veut lui aussi avoir sa part dans la course aux armements et essayer les remèdes — qui tueront sûrement le malade, mais à terme employés par leurs alliés et néanmoins concurrents des autres puissances industrielles.

Le Japon a-t-il ses chances par rapport aux autres ? Une revue anglaise The Economist **estime dans son numéro du 27 novembre que le Japon est capable de produire des équivalents de l'Exocet à des prix représentant le quart de celui des fusées françaises. Mais cela stoppera-t-il, ou même seulement réduira-t-il de façon significative la crise au Japon alors que dans les autres pays où le prétendu remède est utilisé depuis longtemps elle s'accentue ? C'est une autre paire de manches**

Louis GUILBERT

BOLIVIE

Le poids insupportable de la crise

Un mois et demi après le départ des militaires boliviens du gouvernement, le nouveau gouvernement civil, à coloration centre gauche, présidé par Herman Siles Zuazo, vient de demander un délai au FMI pour le remboursement de sa dette extérieure. Celle-ci s'élève à 4 milliards de dollars, ce qui peut apparaître comme bien peu comparé à celle du Mexique ou du Brésil par exemple. Pour ce petit pays de 6 millions d'habitants qu'est la Bolivie, cela représente une somme considérable dont le remboursement n'accapare pas moins des deux-tiers de toutes les exportations du pays.

Depuis le 17 juillet 1980, date du coup d'Etat des militaires, la situation économique du pays n'avait cessé de s'aggraver. Sous la pression du Fonds Monétaire International, les militaires au pouvoir n'avaient pas hésité, tout en poursuivant le pillage des caisses de l'Etat et leurs trafics de cocaïne, à prendre les mesures les plus draconiennes pour imposer à la population les sacrifices nécessaires au remboursement de la dette.

La répression la plus féroce contre toutes les classes laborieuses, ouvriers et paysans, allait de pair avec les dévaluations successives et les amputations d'un pouvoir d'achat déjà l'un des plus bas d'Amérique latine. Ainsi, en février de cette année, les militaires décidaient de dévaluer le peso de 76 %, augmentaient carburants et transports, supprimaient la plupart des subventions alimentaires. Le 22 mars, la décision, encore sous la pression du FMI, de laisser flotter la monnaie bolivienne, entraînait une dévaluation de 800 % à la suite de laquelle l'ensemble du système monétaire du pays s'effondrait littéralement, l'Etat perdant tout contrôle sur les prix qui, pour certains produits, affichaient une hausse de 1 000 %.

Chaque fois cependant, en février puis en mars, la classe ouvrière et toute la population laborieuse opposaient une violente résistance à ces attaques répétées, et c'est la grève générale illimitée, décidée par la centrale syndicale ouvrière COB, qui précipitait le 10 octobre dernier, la chute du régime des militaires.

Le FMI et tous les créanciers de la Bolivie, c'est-à-dire en clair quelques grandes banques internationales des pays riches, qui pour tenter de rentrer dans leurs fonds sont prêtes à poursuivre l'étranglement du pays, comptent désormais sur le gouvernement Zuazo pour imposer les mesures nécessaires à une population déjà pressurée à l'extrême. Et Zuazo s'est empressé de leur montrer qu'ils pouvaient lui faire confiance. Tandis que 128 grandes banques privées américaines annonçaient qu'elles accordaient « *cent jours* » au nouveau régime pour faire ses preuves, Zuazo déclarait « *cent jours d'économie de guerre* » sous prétexte de redresser l'économie du pays. Il s'engageait par ailleurs à reconnaître les engagements pris envers le FMI et tous les créanciers du pays par les militaires ; attitude qui explique qu'aujourd'hui, le FMI soit effectivement disposé à accorder un nouveau délai de remboursement à la Bolivie.

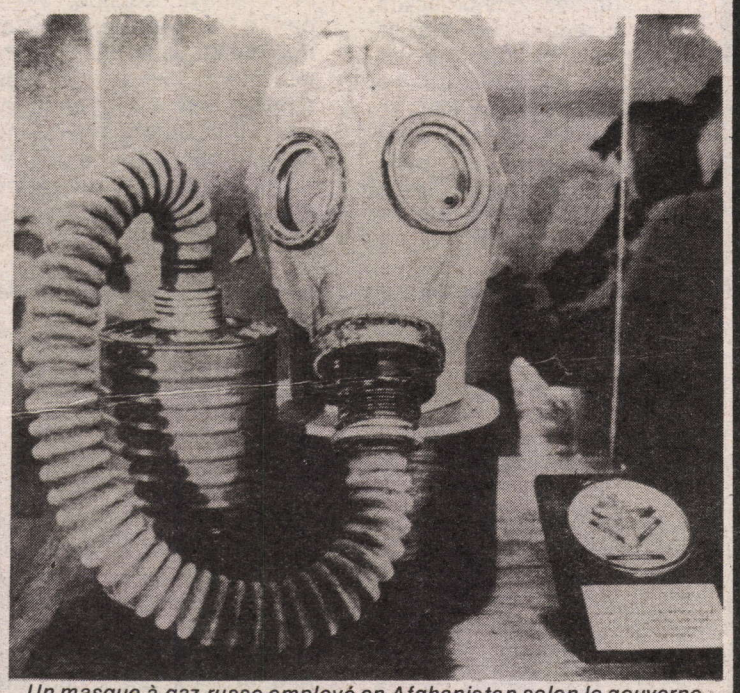
Il a d'abord décidé de tout faire pour favoriser les exportations de matières premières, seules richesses du pays commercialisables sur le marché mondial et donc susceptibles de lui permettre de récupérer les devises nécessaires au remboursement de la dette. Ce qui signifie forcément l'aggravation des conditions d'exploitation de toute la population laborieuse dans l'espoir illusoire de vendre ses produits miniers, sur un marché mondial en proie à une récession générale.

Ensuite, à peine un mois après son retour au gouvernement, il a annoncé une nouvelle dévaluation de 354 %, ce qui fait un total sur l'année 1982 de 700 %. L'essence a de nouveau été augmentée de 200 %, et le pain de 150 %. Alors que l'augmentation des salaires n'a été que de 30 %, le coût de la vie a globalement subi une hausse de 60 %.

Ainsi, à la population bolivienne pauvre et misérable au point qu'il pouvait paraître impossible de réduire encore son niveau de vie, Zuazo s'applique sous la pression de la FMI à imposer encore de nouveaux sacrifices. Parce que pour l'impérialisme en crise, il n'est pas question que les capitaux, prêtés au gouvernement pour mieux exploiter la population, ne rendent pas les intérêts prévus. Et comme les travailleurs mexicains, brésiliens mais aussi polonais ou roumains, les mineurs et les paysans boliviens devront subir encore plus de misère. A moins que le mouvement ouvrier bolivien, qui a su rester bien vivant et résister même sous la dictature des militaires, ne mette en échec les plans prévus contre lui.

Lucienne PLAIN

LES SALES ARMES LES SALES GUERRES



Un masque à gaz russe employé en Afghanistan selon le gouvernement américain. (AFP)

George Schultz, secrétaire du Département d'Etat américain, a dénoncé dans un rapport l'emploi par l'URSS de gaz mortels au mépris des conventions en vigueur interdisant les armes chimiques et bactériologiques.

Les autorités américaines ont présenté, à titre de pièces à conviction, deux masques à gaz de soldats soviétiques en opération en Afghanistan.

Que dans sa sale guerre contre le peuple afghan l'état-major russe puisse utiliser les armes les plus ignobles (tel ce gaz qui ferait tomber la peau en lambeaux en quelques heures), ce n'est malheureusement pas inconcevable.

Ne serait-ce que parce qu'on a déjà vu par le passé d'autres grandes puissances se comporter avec** « ce mépris cynique du droit international »**, dénoncé par Schultz dans son discours.

Les Etats-Unis, par exemple, avec leurs bombes à billes et à ailettes et l'usage massif de défoliants (sans doute cancérigènes) contre le Vietnam.

P.V.

ESPAGNE L'AUSTÉRITÉ A LA SAUCE SOCIALISTE

C'est un appel à l'austérité et à l'effort qu'à lancé Felipe Gonzalez, le leader du Parti Socialiste Espagnol (PSOE), le jour même de son investiture devant les Cortès. Prêchant **« le réalisme »** et la **« modération »**, Gonzalez s'est employé à confirmer bien vite que les espoirs de changement soulevés par la venue du PSOE au gouvernement n'étaient qu'illusions. Pour mieux rassurer encore, si besoin était, le patronat, il a même insisté sur la nécessité **« d'améliorer la compétitivité des entreprises espagnoles en réduisant leurs coûts ».** Et s'il n'a pas précisé plus clairement cette fois qu'il s'agissait pour le gouvernement socialiste de s'en prendre au niveau de vie des travailleurs, d'autres dirigeants du PSOE n'en ont pas fait mystère. **Le Monde** du 27 novembre publie à ce sujet les déclarations que lui a faites Miguel Boyer, aujourd'hui superministre du Commerce, de l'Economie et des Finances, déclarations qui auraient pu très bien être dans la bouche d'un Raymond Barre, il y a quelque temps, ou d'un Delors plus récemment : **« Il n'y pas d'autre solution dans ce pays que de pratiquer une politique d'austérité »** et **« il n'y aura pas de réactivation économique en Espagne sans modération salariale, sans remise à flot des entreprises et sans attention prioritaire au contrôle de l'inflation ».**

Elle n'aura pas duré longtemp, la promesse du PSOE de développer le pouvoir d'achat des travailleurs pour favoriser la relance... Tout juste le temps d'une élection. Et encore, assurés de leur confortable majorité parlementaire, les dirigeants du PSOE n'ont même pas attendu l'investiture du nouveau Parlement pour annoncer franchement la couleur. Le temps des promesses est fini. Miguel Boyer précise que, pour les socialistes espagnols, **« la priorité n'est pas d'augmenter la demande intérieure (...). Il convient avant tout de relancer l'investissement puis l'exportation et, pour y parvenir, il n'y a qu'un seul chemin : il faut que les bénéfices résultant de l'augmentation de la productivité restent aux mains des chefs d'entreprise ».**

Pas plus en Espagne qu'en France, les socialistes au gouvernement ne feront de cadeaux aux travailleurs. Car la relance des investissements, on connaît. Cela veut dire utiliser toutes les ressources de l'Etat pour voler au secours des industriels défaillants. Et cela ne peut se faire qu'au détriment du niveau de vie des travailleurs.

Puiser dans le niveau de vie des travailleurs pour subventionner les entreprises, c'est là une politique qui n'a rien de bien original et qui est celle de tous les gouvernants, y compris dans les pays riches, qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'ils s'appellent Thatcher, Reagan ou Mitterrand.

Du côté du patronat espagnol, pour l'instant, la modération de Gonzalez lui a valu un satisfecit de la part du président de la confédération patronale de Madrid affirmant : **« Je pense que le PSOE veut sincèrement maintenir une ligne modérée ».** Mais ce n'est pas cela qui empêchera pour autant le patronat, même largement arrosé de subventions et de faveurs de toutes sortes, de réclamer encore plus, et sans même le moindre geste de reconnaissance.

Bien sûr, Felipe Gonzalez peut se targuer vis-à-vis du patronat du soutien tout acquis des organisations syndicales à sa politique. **« Si nous avons accepté de faire des sacrifices avec un gouvernement de droite, nous n'allons pas maintenant nous montrer plus intransigeants avec un gouvernement de gauche. La situation politique et économique nous oblige à négocier des sacrifices, au lieu de négocier des bénéfices »,** affirme un dirigeant de l'UGT, la centrale syndicale liée au PSOE.

Les limites du changement sont bien étroites. Ce qui a changé en Espagne, c'est la situation des dirigeants du PSOE qui se retrouvent, eux, au gouvernement après en avoir été écartés plus de 45 ans.

Mais pour ce qui est de l'austérité et de la politique anti-ouvière, c'est plutôt la continuité. Car, bien que formellement dans l'opposition jusque-là, le PSOE (comme le Parti Communiste, d'ailleurs) a soutenu depuis longtemps toutes les mesures d'austérité prises par les précédents gouvernements espagnols. On peut remonter ainsi jusqu'au fameux pacte de la Moncloa où la gauche espagnole, en échange de sa légalisation, faisait allégeance au roi.

Les dirigeants socialistes espagnols n'ont pas de chance. Il y a presque un demi-siècle c'est un soulèvement militaire qui les chassait du pouvoir. Aujourd'hui qu'ils y accèdent à nouveau, but suprême de toute leur politique, être enfin reconnus et acceptés par la bourgeoisie espagnole comme un parti de gouvernement comme les autres, c'est la crise. Déjà dans des pays plus riches que l'Espagne, il n'est plus question que d'austérité pour la population. Alors en Espagne, la bourgeoisie est certainement moins qu'ailleurs encore prête à faire des cadeaux à la classe ouvrière.

Les dirigeants socialistes n'ont d'ailleurs aucune intention d'en faire. Ils l'annoncent eux-même clairement. Et le crédit dont ils disposent dans la classe ouvrière espagnole, ils comptent le mettre à profit pour mieux la démobiliser, mieux l'anesthésier encore que ne pourraient le faire les partis de la droite, pour mieux lui faire supporter le poids de la crise. Reste à savoir ce que la classe ouvrière espagnole est prête à accepter et jusqu'où ?

Jean-Jacques FRANQUIER

Gonzalez : le patronat le juge responsable (AFP)

ARGENTINE

Les militaires s'amnistient

La découverte de fosses communes où les victimes de la dictature argentine ont été enterrées par milliers continue. Des enquêtes sont actuellement en cours sur 14 de ces cimetières clandestins.

Devant l'ampleur des massacres ainsi révélée de façon incontestable, et peut-être pour tenter de limiter l'indignation qu'elle soulève, les militaires au pouvoir ont cru bon de se déclarer favorables aux enquêtes de justice... avant de faire rapidement marche arrière, se rangeant à l'avis des « durs » de l'armée, hostiles à toute initiative de ce genre. Il est certain qu'il n'aurait pas été nécessaire de pousser bien loin les investigations pour trouver, parmi l'armée et les corps para-militaires de l'Etat, les responsables. La junte au pouvoir vient donc de décider de mettre au point « une solution globale et définitive permettant d'effacer les séquelles de la lutte contre la subversion ». **Elle prépare une loi d'amnistie destinée à couper court à toute enquête, à blanchir les militaires et surtout à leur éviter toute comparution devant les tribunaux.**

Mais, du côté des opposants au régime, la junte à déjà annoncé que seuls seront amnistiés ceux qui ne représentent pas de danger pour le régime actuel. Pas question non plus de permettre le retour en Argentine des nombreux exilés. C'est la répression féroce qui se perpétue contre les opposants, mais c'est l'amnistie générale de tous les tortionnaires et bourreaux.

Philippe NATTIER

Poker nucléaire

572 missiles de croisière : un joli nom pour des engins de mort qui, lancés d'un avion, suivront leur route à une vitesse de 900 kilomètres à l'heure, indétectables parce qu'épousant le relief et qui, porteurs ou non d'une décharge nucléaire, pourront aller détruire un objectif situé jusqu'à 2 500 kilomètres de leurs points de lancement.

A cet armement déjà impressionnant dont est dotée l'Europe, les Etats-Unis se proposent d'adjoindre, à la fin de l'année prochaine, des fusées Pershing II. Encore à l'essai actuellement, elles ont un temps de vol de 4 à 6 minutes, suffisant pour atteindre un lieu situé jusqu'à 1 800 kilomètre de leur base et y larguer leur charge nucléaire pouvant aller jusqu'à 50 kilotonnes.

Face à ce projet, et au moment où commençait la conférence de Bruxelles entre les représentants des pays de l'OTAN, l'agence russe Novosti lançait une mise en garde. Elle déclarait en substance qu' *« à la suite d'une erreur humaine ou d'une défaillance technique »*, ***le lancement d'une fusée contre l'URSS déclancherait de la part de celle-ci une*** *« riposte immédiate »*. ***Le laps de temps étant trop court pour envisager une autre démarche, il ne resterait qu'à presser le bouton !***

Evidemment, Washington répliquait que ce n'était là que *« propagande »* ***visant à saper*** *« la volonté des pays occidentaux de rétablir l'équilibre »* ***nucléaire. Mais en attendant, ces échanges de répliques entre les représentants des Etats occidentaux et américains, et ceux de l'Etat russe, s'intègrent dans une partie de poker qui dure depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Mais une partie de poker dans laquelle les enchères ne cessent de monter. Et des enchères qui font froid dans le dos, car ce sont les peuples qui risquent bien de payer la mise, si eux-mêmes n'y mettent pas fin.***

L.P.

GATT : un sommet qui n'est pas monté bien haut

Dimanche 28 novembre, se terminait la conférence du GATT qui réunissait, à Genève, les représentants pour le commerce extérieur de 88 pays.

Les participants se sont à grand-peine mis d'accord sur une résolution finale qui, de l'avis quasi-unanime, n'a d'autre valeur que de déguiser un peu l'échec de ce « sommet ».

Tout le monde le reconnaît, les délégués ne se sont accordés sur rien. Mais il n'empêche que certains commentateurs se consolent en affirmant que cet échec est un succès, dans la mesure où il paraît que les pays de la CEE ne se sont pas inclinés devant les USA. Comme si les USA s'étaient inclinés, eux, devant qui que ce soit ! Ou encore comme si, à l'intérieur même du marché européen, les pays de la Communauté ne se faisaient plus la guerre économique ! Les mesures protectionnistes, les aides des Etats à leurs exportateurs, les déséquilibres commerciaux... aucun de ces problèmes n'a pu recevoir ne serait-ce qu'un commencement de solution.

Pendant que le GATT confère, les piles de magnétoscopes s'élèvent à la douane (AFP)

Et comment s'en étonner ?

La crise, c'est la concurrence accrue de part et d'autre. Chaque pays voudrait pouvoir protéger son marché intérieur et développer ses exportations. L'ennui, évidemment, c'est que l'un est toujours l'extérieur de l'autre !

Alors, après Versailles en juin, Genève en novembre, on reverra sans doute de semblables réunions à grand spectacle, qui servent surtout à amuser la galerie. Les vrais accords commerciaux, eux, ils se règlent tous les jours au gré des rapports de force sur le terrain entre grands trusts et pays capitalistes.

André CASTILLE

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement de la matraque

Deux Namibiens ont été **« trouvés morts »** dans leur cellule jeudi 25 novembre. Soupçonnés d'appartenir à la SWAPO, mouvement nationaliste namibien, ils avaient été arrêtés la veille **« pour interrogatoire »** par une section spéciale de la police sud-africaine opérant en Namibie.

Les « suicides » sont devenus pratiques courantes dans les geôles sud-africaines. Et ce n'est pas le Code de conduite publié par les autorités de Johannesburg qui va garantir la sécurité des détenus politiques. Selon les termes de ce code, qui n'a d'ailleurs pas force de loi, les détenus sans procès **« devront être traités humainement », « sous aucun prétexte être maltraités, torturés ou soumis à des traitements dégradants ».** En un mot, le gouvernement sud-africain invite la police spéciale à un peu plus de circonspection dans la conduite des interrogatoires. Des bavures, soit, mais pas trop voyantes.

L'Etat sud-africain n'a nullement l'intention de desserrer l'étau dans lequel il tient toute opposition dans le pays. Les condamnations à mort se multiplient pour tout suspect « d'activités terroristes » ou d'appartenance à l'ANC, une organisation clandestine de lutte contre l'Apartheid.

C'est ainsi que trois jeunes Noirs condamnés à mort viennent de voir leur condamnation confirmée en appel. La seule charge réelle relevée contre eux est leur appartenance à l'ANC, appartenance qu'ils ont revendiquée hautement à la face de leurs juges. Ils rejoignent la liste déjà longue des « politiques » condamnés à mort par le régime sud-africain. La presse rappelle qu'en effet, à l'heure actuelle, il y a six autres condamnés à mort pour leur appartenance à l'opposition dans les prisons sud-africaines.

La minorité blanche impose sa loi à l'ensemble des Sud-Africains, au prix d'une dictature des plus féroces. Cela se fait avec l'accord sinon effectif du moins tacite des pays occidentaux. Leur étiquette « démocratique » leur impose bien de pousser, de temps à autre, quelques soupirs. Mais leurs intérêts bien compris les portent à soutenir ce régime de la matraque et de la prison. Car ce sont les capitalistes occidentaux qui touchent les dividendes.

Annick MORIZET

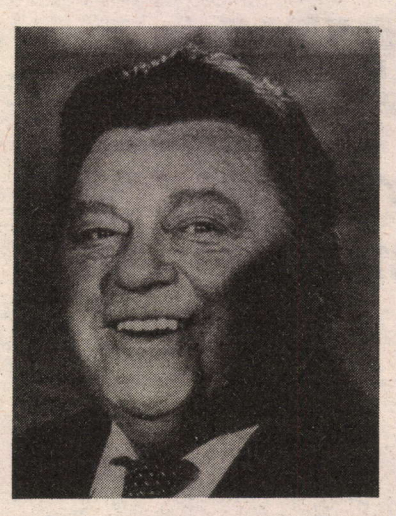
RFA

Flick-frac à Bonn

L'affaire Flick, en passe de devenir le « Watergate de Bonn », comme l'appellent certains journaux, défraye actuellement la chronique en Allemagne fédérale.

L'origine de cette affaire de pots-de-vin est la publication par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* de procès-verbaux jusque-là tenus secrets impliquant des personnalités très en vue du monde politique de Bonn : Franz Joseph Strauss, dirigeant du Parti des Chrétiens Sociaux de Bavière, Alfred Dregger, représentant de la fraction de la Démocratie Chrétienne au Parlement, Alfred Nau, ancien trésorier du Parti Socialiste, et le comte Lambsdorff, actuel ministre de l'Economie du Parti Libéral, pour n'en citer que quelques-uns.

De quoi s'agit-il au juste ? le cartel Flick graissait, à coup de millions de Deutschemarks, la patte de politiciens de tous les horizons politiques à Bonn. Strauss, par exemple, aurait touché la bagatelle de 900 000 Deutschemarks ; la fondation Friedrich-Ebert, institution culturelle du Parti Socialiste, aurait reçu un chèque de 4,5 millions de Deutschemarks ; l'actuel ministre de l'Economie aurait touché 165 000 Deutschemarks et son prédécesseur dans le poste, Hans Friedrich, 365 000 Deutschemarks.



Strauss, l'un des obligés de Flick (AFP)

Ces « petits cadeaux » ont permis à Friedrich Karl Flick d'économiser plusieurs centaines de millions de Marks qu'il aurait dû verser à titre d'impôt. Il venait en effet de vendre un paquet d'actions qu'il détenait chez Mercedes-Benz et qui lui avait rapporté 4 milliards et demi de nos francs. Malheureusement, ils étaient imposables. Aussi, pour échapper au fisc, il avait d'abord investi cet argent dans une firme étrangère (américaine) comme l'y autorisait la loi allemande, à condition que cela rapporte des innovations technologiques à l'Allemagne fédérale. Mais, les innovations n'étant pas venues, le fisc lui réclamait son dû. Alors, il avait trouvé la combine des pots-de-vin qui lui assurait l'immunité fiscale sur les milliards tirés de la vente des titres. Tout le monde s'y retrouvait : l'un ne payait pas ses impôts, les autres se partageant le pot-de-vin.

Il n'y a pas si longtemps, le comte Lambsdorff, ministre de l'Economie, avait déclaré qu'il était **« contre l'Etat-providence ».** Il n'a pas été pour autant le dernier à cracher sur ces providentielles rentrées d'argent. Ce champion du « laisser faire, laisser passer » n'a pas su se faire entendre par le fisc. Les agents du fisc de Bonn seraient-ils moins corruptibles que les politiciens de haute volée ? Ou bien les libéralités de Lambsdorff n'ont-elles pas arrosé assez de monde ?

Marie ANTONIN

GABON

La dictature mise en place par l'impérialisme français sévit toujours

37 opposants, pour la plupart membres du Mouvement de Redressement national (MORENA), viennent d'être jugés au Gabon par la Cour de sûreté de l'Etat. Pour avoir simplement distribué des tracts ou publié des textes hostiles au régime, ces opposants ont été condamnés à des années de travaux forcés (13 à 20 ans de travaux forcés, 3 à 12 ans, d'autres entre 8 ans de travaux forcés et 18 mois de prison, et 8 ont été acquittés). Parmi les condamnés figurent d'anciens ministres ou dignitaires du régime. Leur sort, dont Amnesty International et la presse se sont faits l'écho, donne une idée de celui qui est réservé aux opposants plus obscurs au régime, ou plus simplement à tous ceux qui ne font pas partie de la caste dirigeante.

Le Gabon est un gros producteur de pétrole, d'uranium, de bois tropicaux entre autres, et cela pour le plus grand intérêt de bien des sociétés françaises. Il constitue notamment la principale zone de production d'Elf Aquitaine. Le Gabon a beau ne plus être colonie française depuis 1960, il est à tel point dépendant des capitalistes et des gouvernants français qu'il est même difficile de savoir qui, d'Elf Aquitaine, des services secrets français ou du gouvernement, a établi, rétabli ou « conseillé » tel ou tel gouvernant gabonais.

Alors Debizet, l'ex-« patron » du SAC, n'est plus le conseiller personnel du président Bongo, et Bongo lui-même n'est plus « l'ami » du président Giscard, depuis qu'en France c'est le changement... C'est donc Mitterrand qui a reçu Bongo, récemment encore. Mais la gauche n'a rien changé à la tutelle qu'exerce l'impérialisme français sur les dictatures de ses ex-colonies. Et en ce domaine-là, Mitterrand assume pleinement « l'héritage » giscardien, même sanglant.

Nelly MEYER

DANS LES ARDENNES

Les antinucléaires ne cèdent pas

Comme chaque dernier samedi du mois, les antinucléaires s'étaient donné rendez-vous dans la pointe de Givet, dans les Ardennes, pour manifester contre la construction de la deuxième centrale nucléaire à Chooz. Cette manifestation était appelée par le Comité calcéen contre la construction de la deuxième centrale et les comités belges frontaliers.

Et, comme le mois dernier, ils avaient décidé de faire une caravane d'explication de leur refus de cette nouvelle centrale, en sillonnant les communes autour du site où les travaux ont commencé.

A 15 heures, trois cents personnes environ étaient rassemblées sur la place de Vireux. La caravane partait avec la moitié des manifestants pour discuter avec les habitants des communes suivantes : Vireux-Wallerand, Montigny-sur-Meuse, Fromelennes et Flohimont. A la tête de cette caravane, une voiture sono diffusait les émissions de Radio La Pointe, radio qui émet depuis un mois dans la région, en solidarité avec les opposants à la centrale nucléaire et avec les travailleurs de la région. Dans les villages, les organisateurs de la manifestation expliquaient pourquoi ils étaient contre la construction de la deuxième centrale nucléaire à Chooz. Partout l'accueil fut chaleureux parmi la population et le journal *La Pointe*, journal des opposants au nucléaire et des travailleurs de plusieurs entreprises de la région, était vendu à plusieurs dizaines d'exemplaires.

A 18 heures, la caravane revenait à Vireux, sans qu'il y ait eu aucun incident.

QUI SOUTIENT QUI ?

Pour ceux qui ont regardé la télévision et écouté la radio pendant le dernier week-end des 27 et 28 novembre, on pouvait croire que la population était contre l'action des antinucléaires ou des sidérurgistes, en particulier à cause des violences qui en découlent. Qu'en est-il ?

D'abord, pour ce qui est des manifestations mensuelles des antinucléaires, depuis le retour des vacances elles se font sous forme de caravanes d'explication pour les populations environnantes et sont plutôt bien accueillies.

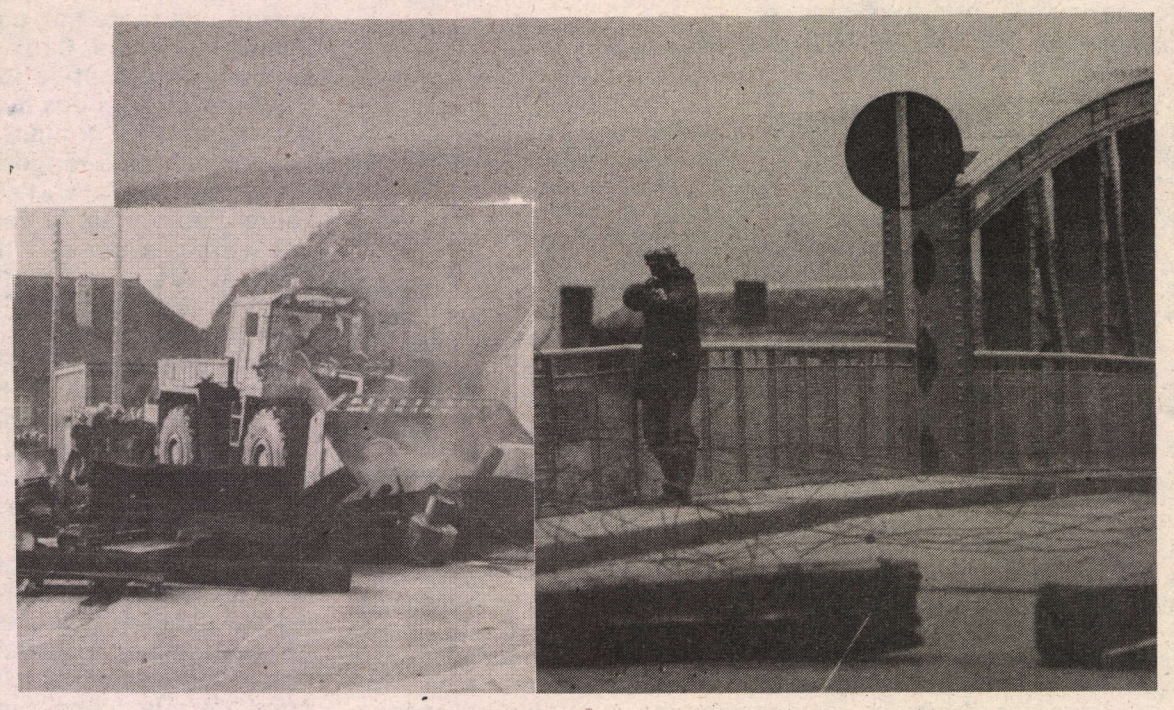
Il est vrai qu'une cinquantaine de jeunes viennent à Vireux avec l'envie manifeste de se coltiner avec les forces de l'ordre. D'ailleurs, depuis que les manifestations antinucléaires sont pacifiques et explicatives, ils ne se joignent plus à eux et restent plutôt dans les parages de la manifestation des sidérurgistes de Vireux.

On a beaucoup parlé, à la télévision, de la pompe à essence qui faillit être incendiée. On a oublié de dire que le feu avait été mis à une nappe d'essence par les gardes-mobiles tirant contre les manifestants, au moment de l'attaque de la gendarmerie, mettant ainsi en danger la pompe à essence qui est en face.

On a beaucoup parlé aussi des vitrines démolies à Vireux. Celles-ci étaient, comme chaque fin de mois, entièrement protégées par des panneaux de bois et de carton. Mais les déflagrations provoquées par les grenades offensives tirées par les mêmes gardes-mobiles les ont fait exploser.

Il est vrai que les autonomes qui viennent chaque mois se joindre aux manifestants ne sont guère appréciés. Mais d'une part ils ne s'attaquent pas aux boutiques ; d'autre part les habitants savent bien d'où vient la violence.

Et si télévision et radio veulent faire croire que la population des Ardennes ne soutient pas les sidérurgistes, c'est un mensonge.



Les manifestations du 27 novembre (AFP)

A Vireux, les sidérurgistes refusent de se contenter de promesses

Après les négociations entre syndicats et direction de la Chiers, les revendications des sidérurgistes n'étant pas satisfaites, l'action continue.

Le 25 novembre, après un meeting à Vireux devant 600 personnes environ, au cours duquel l'Intersyndicale FO-CFDT-CGC avait rendu compte du refus de la direciton de donner des informations sur son plan social, trois cars de manifestants sont descendus à Charleville, suivis de voitures individuelles, elles-mêmes suivies par les forces de l'ordre.

A Charleville, ils ont investi les locaux du Siège des Industriels de la Métallurgie Ardennaise (SIMA) et éparpillé les dossiers par les fenêtres. Et lorsque le commissaire de la République décidait d'interpeller les manifestants sur la route du retour, un simple coup de téléphone à l'équipe qui était au travail à Vireux faisait débrayer l'usine et un barrage se dressait sur la nationale 51 qui relie Charleville à Givet, devant l'usine de Vireux. Le barrage ne sera levé que 4 heures plus tard, lorsque les 11 sidérurgistes arrêtés auront été libérés et que les cars auront quitté Charleville pour regagner Vireux.

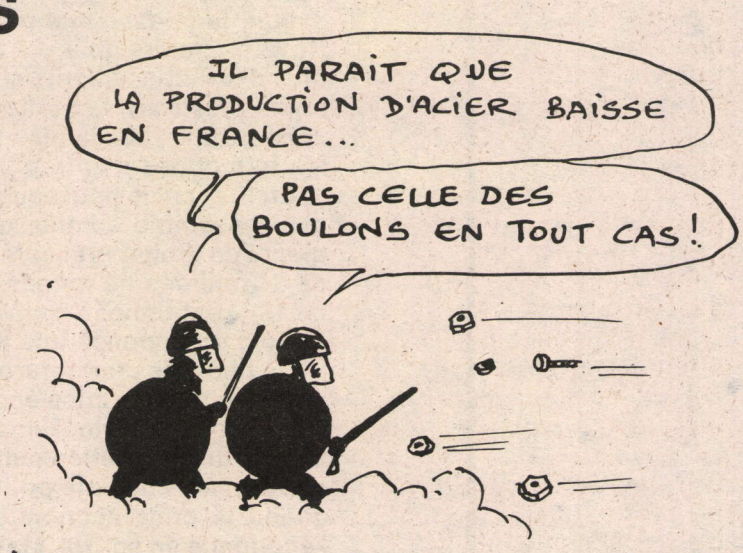
Des barrages, il y en aura d'autres le samedi 27, pendant que les antinucléaires manifestaient dans les villages environnants.

Là, il y aura des affrontements avec la police après qu'une cinquantaine de manifestants ont attaqué la gendarmerie locale.

Il y en aura de nouveau le lendemain dimanche, parce qu'un sidérurgiste arrêté était encore gardé à vue à l'hôpital de Charleville.

Il y en aura de nouveau le lundi jusqu'à 18 h 30 environ, heure où était annoncée la libération du manifestant.

Et puis, mardi, de nouveau des barrages sont dressés à trois reprises, dégagés par les engins blindés à trois reprises et remis en place dès que les forces de l'ordre se retirent.



Là, pas d'affrontement. Simplement 150 ouvriers de la Chiers montrent qu'ils ne veulent pas céder.

S'il est bien évident pour tout le monde que le maintien de l'usine est impossible, tout le monde sait aussi que les vagues promesses de « reclassement » ou de « reconversion » sont fausses. C'est d'ailleurs aux cris de *« Fini le chantage, nous voulons du concret »* que les ouvriers faisaient leurs barrages et manifestaient mardi 30. Les ouvriers de la Chiers demandent que, quelle que soit la solution trouvée, on leur garantisse dix ans de salaire.

Et dans la région, la solidarité avec les ouvriers de Vireux revient de plus en plus dans les conversations. D'autant que des problèmes de chômage technique se posent dans une usine de la Chiers, à Haute-Rivière, à quelques dizaines de kilomètres de là, où les ouvriers se sont mis en grève pour réclamer l'indemnisation totale de ce chômage. D'autant qu'on parle de licenciements à l'usine Arthur-Martin de Revin.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'heure n'est pas à l'acceptation des mesures gouvernementales.

La CGT ardennaise et le conflit de la Chiers

Depuis l'annonce de la fermeture de l'usine de la Chiers, la CGT a toujours été plutôt muette.

Dans l'usine de Vireux, c'est une Intersyndicale FO-CFDT-CGC qui mène l'action, la CGT locale ne s'y associant pas, bien que nombre de militants aient décidé depuis longtemps de ne pas suivre les consignes officielles et participent à toutes les manifestations.

L'union départementale CGT des Ardennes a pourtant décidé un rassemblement à Charleville, samedi 4 décembre. Tant mieux, penseront ceux que l'abstention de la CGT indispose.

Mais, en voyant l'appel au rassemblement, on déchante vite puisqu'il s'agit de protester contre la violence comme mode d'action, pour le redressement économique du département et pour concourir à la restauration d'une unité d'action syndicale départementale.

Bref, l'UD-CGT manifeste contre les manifestants de Vireux et contre l'Intersyndicale à laquelle ils font confiance.

Elle prend d'ailleurs bien soin de ne pas risquer de confusion, en annonçant que si la manifestation a lieu à Charleville et non à Vireux, c'est parce que les antinucléaires seront à leur fête mensuelle à Chooz, tout près de Vireux.

C'est peut-être pour ne pas risquer la contestation des antinucléaires, elle qui est pour la centrale. Mais c'est aussi certainement pour ne pas risquer celle... des ouvriers de la Chiers.

SIDÉRURGIE : Plus de milliards pour pro moins d'acier

Ces dernières semaines, les réunions se sont multipliées entre les représentants des trusts sidérurgiques et des gouvernements européens, pour discuter d'un programme draconien de réduction des capacités de production durant les années à venir.

Le président de la commission estime que vingt grandes usines devraient être fermées dans un délai de deux ans, afin de ramener la production européenne au niveau des besoins.

C'est qu'un peu partout, en Europe, aux Etats-Unis, au Japon, la consommation d'acier a chuté ces derniers mois. Résultat : alors qu'il y a peu de temps d'ambitieux programmes d'investissements étaient annoncés, avec de grands discours prévoyant la sortie des difficultés pour dans quelques années, une fois de plus l'heure est aux annonces de nouvelles fermetures d'entreprises.

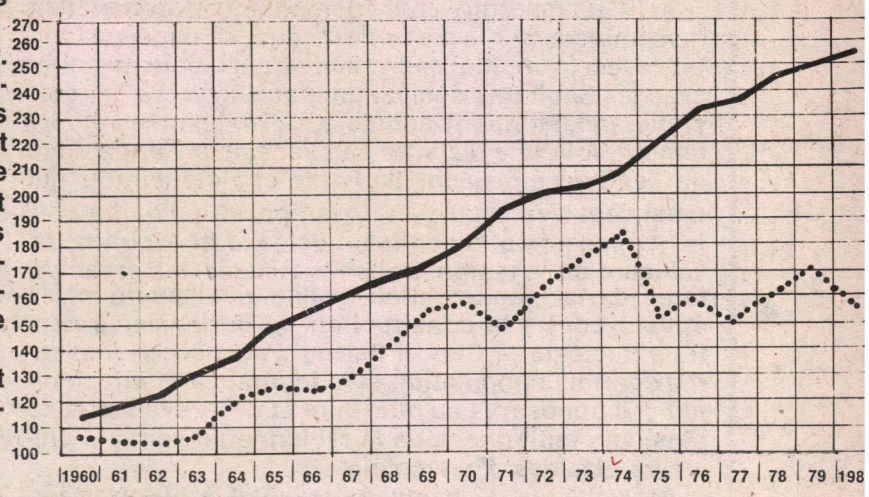
En France, le nouveau plan acier du gouvernement de gauche ressemble comme un petit frère à ceux des gouvernements de droite. Présenté en juin, il tablait sur une production de 24 millions de tonnes en 1990. Or la production française de 1982 est tombée à environ 18 millions de tonnes. Et d'ores et déjà on annonce une nouvelle baisse en 1983.

De nouvelles fermetures d'entreprises sont donc dans l'air.

Jusqu'alors la crise économique qui a réduit la consommation d'acier a surtout incité les trusts de la sidérurgie et les Etats qui les soutiennent, ou qui comme en France les ont relayés, à mener une politique bien simple. « Nul ne peut dire quand la crise économique prendra fin. Ni dans quel état l'économie en sortira. Mais d'ici là faisons porter tout le poids des sacrifices sur les travailleurs et les contribuables, licencions et remplaçons les travailleurs par des machines ultra-modernes payées avec l'argent public » : telle fut la conduite des maîtres de forges.

A en croire les partis de gauche, la nationalisation devait mettre fin à ce scandale de la sidérurgie. Cette nationalisation devait permettre de satisfaire les intérêts des travailleurs concernés aussi bien que ceux du pays. Mais en fait tout continue exactement comme avant. Sur les 50 milliards de dépenses annoncés en juin par Chevènement pour les cinq années à venir, une dixième seulement représente des aides destinées aux travailleurs dont l'emploi a été supprimé. Tout le reste (et sans doute bien plus, car en la matière les prévisions sont toujours dépassées) servira à rembourser les emprunts des banques et à financer de nouvelles installations industrielles « plus compétitives ». Mais quel sens peuvent bien avoir de tels investissements pour la collectivité, quand ces « usines compétitives » ultra modernes sont, par avance, d'ores et déjà menacées de fermeture ?

Ces milliards, il vaudrait mieux les employer à autre chose. Ces 10 milliards que l'Etat a prévu de jeter chaque année dans le gouffre sans fond de la sidérurgie équivalent au salaire annuel d'environ 100 000 travailleurs qui pourraient être employés à des tâches utiles à la collectivité, si la lutte contre le chômage passait avant les intérêts des industriels.



Depuis 1974 le fossé n'a cessé de se creuser entre les capacités de production (trait plein) et la production (pointillé).

La baisse de la consommation d'acier, conséquence de la crise économique

Si la consommation d'acier chute, c'est que l'économie mondiale d'enfonce dans la crise. La production mondiale d'acier a été, en 1981, légèrement inférieure à celle de 1974 : 707,6 millions de tonnes contre 708,8. Mais la chute en 1982 devrait atteindre environ 10 % en France et 16 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Toutes les prévisions annoncent une nouvelle baisse en 1983.

Dans la plupart des secteurs, les commandes des biens d'équipement et les investissements de production stagnent ou diminuent, les capitalistes n'étant pas certains de pouvoir écouler sur le marché une production supplémentaire. Or plus de la moitié de la consommation d'acier est destinée aux investissements de production des entreprises. En France, 77 % de cette consommation est utilisée pour produire des biens d'équipement dans le bâtiment, les travaux publics, la construction mécanique, les chantiers navals, les transports. La crise des chantiers navals par exemple s'est directement répercutée sur la demande d'acier.

L'EVOLUTION TECHNIQUE

L'évolution technique a amplifié la tendance à la baisse de la consommation d'acier. L'amélioration de la production réduisant les pertes, la meilleure utilisation des produits sidérurgiques (pour construire un pont, il faut deux fois moins d'acier qu'il y a vingt ans) ont joué un rôle.

En 1985 il est prévu que l'utilisation de l'acier dans la construction d'une voiture aura diminué de 10 % par rapport à 1976. L'acier est aussi concurrencé par d'autres matériaux comme les matières plastiques.

DES CAPACITES DE PRODUCTION CROISSANTES

La baisse de la demande d'acier est survenue à un moment où les capacités de production venaient d'augmenter. De nouveaux pays producteurs sont apparus et ont développé leur production, au lieu d'importer comme ils étaient contraints de le faire jusque-là. Surtout, la modernisation et la construction de nouvelles usines en Europe et au Japon — les deux principales régions exportatrices — a entraîné un écart croissant entre les capacités de production existantes et la production effectuée. Ecart qui serait encore plus important si l'on considérait non pas la production totale effectuée, mais celle qui a trouvé des acheteurs.

LES TENTATIVES D'ENTENTE

Les principaux trusts européens de l'acier ont tenté de s'entendre pour enrayer la chute des prix de l'acier. Ces périodes d'entente ont alterné avec des luttes à coups de rabais et de dumping. Actuellement, alors que **« l'état de crise manifeste »** a été décrété par la Commission Européenne, des quotas de production maximum ont été attribués à chaque pays du Marché commun pour un certain nombre de produits sidérurgiques. Inutile de dire que ces quotas ne sont qu'en partie respectés.

VINGT GRANDES USINES EN TROP ?

La Commission de la sidérurgie de la Communauté européenne a annoncé fin novembre que les capacités de production devraient être réduites bien au-delà de ce que les différents gouvernements avaient prévu. C'est entre le quart et le tiers des capacités de production existantes qui devraient disparaître d'ici à 1986, et vingt grandes usines, dont certaines ultra-modernes, durant les deux années à venir. Cette prise de position de la Commission européenne traduit l'aggravation de la crise de surproduction de la sidérurgie. Ni les trusts ni les gouvernements ne peuvent envisager de voir croître indéfiniment les dépenses causées par des installations tournant au ralenti.

Car les autres capitalistes des autres secteurs veulent aussi leur part de la manne étatique et se trouvent en concurrence avec les trusts de la sidérurgie pour se partager les fonds publics. Cela ne signifie pas, bien sûr, la fin des subventions aux entreprises sidérurgiques. On peut même parier que les contribuables devront payer pour aider à supprimer les entreprises qu'ils auront aidé à financer quelques années plus tôt, et dont un certain nombre seront détruites ou mises en sommeil sans avoir jamais véritablement fonctionné.

Les trusts américains quittent le navire

Les grandes sociétés américaines de l'acier ont, durant ces 15 dernières années, nettement moins investi que les trusts sidérurgiques européens et japonais.

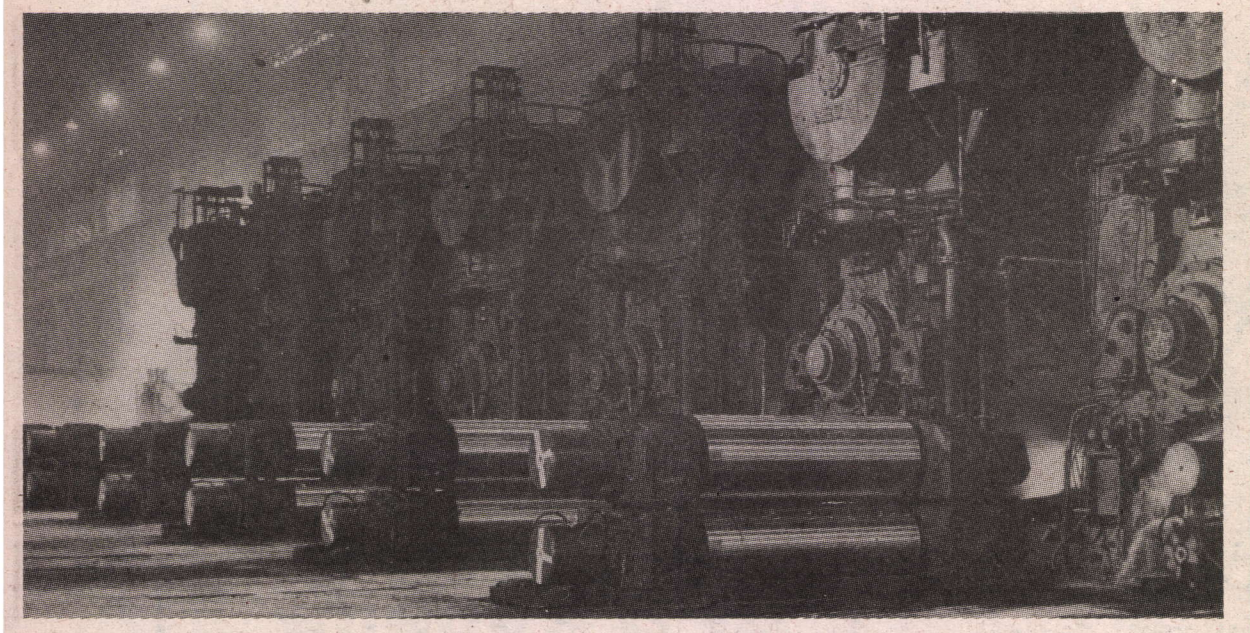
Les capitalistes d'US Steel et de Bethleem Steel ont préféré, jusqu'à ces derniers mois, laisser les exportations européennes, japonaises et brésiliennes couvrir une partie du marché américain (20 % de ce marché en 1981). Les prix de l'acier sur le marché américain sont protégés et maintenus à un niveau artificiellement élevé, ce qui a assuré une rente aux capitalistes américains. Ceux-ci se sont évidemment efforcés d'obtenir en plus des avantages fiscaux, en arguant de... la concurrence étrangère.

Depuis 1980, avec l'aggravation de la crise, la campagne entamée par ces trusts contre les importations étrangères s'est amplifiée. Bien que les comptes des maîtres de forges américains aient tout de même été bénéficiaires en 1981 et pour la première moitié de 1982.

Dans le même temps où ils se déclarent sinistrés et réclament des aides sous forme de réduction d'impôts afin de se moderniser, les sidérurgistes américains ont entrepris une « diversification » tous azimuts. De ce point de vue, l'opération la plus spectaculaire fut, en janvier dernier, l'acquisition de la société pétrolière américaine Marathon Oil par US Steel. Le premier producteur américain d'acier dépensa pour ce faire 800 millions de dollars sortis de sa cagnotte et emprunta 3 milliards de dollars. A noter que l'année précédente, en 1980, US Steel avait fermé quinze usines, licencié 13 000 travailleurs (soit environ 10 % de ses effectifs) en arguant de pertes records. Mais US Steel, qui selon le journal *Fortune* s'est fixé comme objectif d'atteindre en 1990 une affectation de la moitié de ses avoirs à d'autres secteurs que l'acier, n'est pas un cas isolé.

D'autres sociétés investissent dans la banque ou l'immobilier. National Steel, quatrième producteur américain, a acquis en 1981 deux établissements de crédit spécialisés dans les prêts immobiliers. Et le même trust tente actuellement de faire acheter leur usine aux dix mille ouvriers du complexe de Weirton en Virginie occidentale. La nouvelle société constituée par cette usine deviendrait la huitième firme sidérurgique américaine. Son capital serait entièrement détenu par les travailleurs de Weirton. A condition que la vente, prévue pour le 22 mars prochain, soit approuvée par ces derniers.

duire
et plus de chômeurs



Un laminoir d'Usinor-Dunkerque.

Continuité

Du temps où ils étaient dans l'opposition, les partis de gauche dénonçaient le scandale de la sidérurgie et s'affirmaient opposés à toute suppression d'emplois.

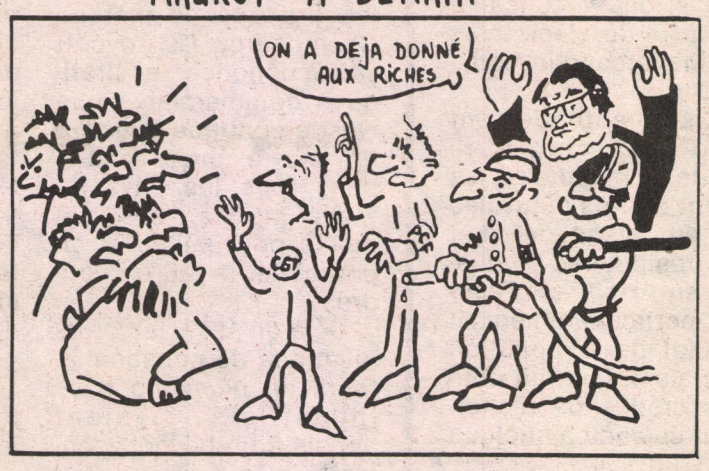
Le plan présenté le 8 juin dernier par le gouvernement montre que la nationalisation de la sidérurgie n'a rien changé. Le plan acier prévoit 26,6 milliards de cadeaux supplémentaires aux entreprises sidérurgiques d'ici à 1986, sommes venant s'ajouter aux 22 milliards décidés fin 1978. En gros donc. 50 milliards sur cinq ans, soit 10 milliards pas an (*Le Monde du 25/11).*

Simultanément le gouvernement faisait savoir qu'il prévoyait 12 000 nouvelles suppressions d'emplois, comprenant 2 300 suppressions sur les 3 500 emplois de l'usine de Pompey du groupe Sacilor et la suppression de 800 emplois à l'usine de Vireux-Molhain du groupe Usinor.

Toutefois ces 12 000 suppressions d'emplois sont aujourd'hui considérées (toujours d'après le journal *Le Monde*) comme « *irréalistes* ». Le plan a en effet été élaboré en choisissant pour 1 990 l'hypothèse de production la plus haute, soit 24 millions de tonnes (la production française actuelle est d'environ 18 millions de tonnes).

Parmi les installations concernées par des fermetures figureraient trois hauts fourneaux à Longwy, une aciérie récente à Neuves-Maisons et diverses unités de production de fil machine.

MAUROY A DENAIN



Comment les De Wendel ont mis leur magot à l'abri

En septembre 1978, le gouvernement Barre annonce un plan de renflouement des sociétés sidérurgiques qui équivaut à une nationalisation. L'Etat fournit 18 milliards de francs pour couvrir les dettes et renonce à demander le remboursement des prêts qu'il avait consentis aux trusts de la sidérurgie. 20 000 emplois sont supprimés.

Les banques nationalisées et privées qui avaient largement prêté aux capitalistes de l'acier s'en tirent à bon compte : l'essentiel de leurs créances est pris en charge par l'Etat. Ainsi les actionnaires des grandes banques d'affaires comme Paribas et Suez, à l'époque privées, tirent leur épingle du jeu. Le montage financier de ce tour de passe-passe a été mis au point par un certain Jean-Yves Haberer, aujourd'hui président de Paribas nationalisé...

Quant aux barons de l'acier, ils ont pris quelques précautions. Et ils sont eux aussi loin de tout perdre dans le naufrage. La famille De Wendel, par exemple, perd le contrôle de Sacilor (en faillite) mais conserve celui d'un holding peu connu, la CGIP (Compagnie Générale d'Industrie et de Placement) qui, lui, fait de copieux bénéfices.

Cette société possède la moitié de Creusot-Loire, trust opérant dans l'industrie nucléaire, plus des intérêts considérables dans diverses sociétés métallurgiques telles que Carnaud, les Forges de Gueugnon, les Forges d'Allevard, et encore dans les Ciments Portland de Lorraine et la Société Thionvilloise de Ciments, ainsi que dans Carle-Fouché-Languepin, dans la Banque Demachy, les Ardoisières d'Angers et plusieurs autres sociétés d'investissement françaises et étrangères. Par exemple le holding Magnesia (dont le siège est à Bâle en Suisse), l'Omnium Financier Luxembourgeois (siège à Luxembourg) et Ornas Beeher BV, société néerlandaise qui investit dans l'immobilier et l'industrie. D'après le journaliste Jean Baumier, qui cite toutes ces précisions dans son livre *La fin des maîtres de forge* (éditions Plon), Ornas a versé 15 millions de francs en 1978 à la CGIP, dont les bénéfices ont été de 3 millions en 1978, et plus élevés encore en 1979.

Tout cela évidemment n'a pas été crié sur les toits. Pendant que les anciens ouvriers de Sacilor pointent au chômage et que les contribuables remboursent leurs dettes, les De Wendel encaissent les bénéfices d'une partie de leur capital réinvesti ailleurs.

Emploi : il n'y a pas de travail... parce qu'il y a du chômage

A la fin octobre Jean Le Garrec, ministre de l'Emploi, avait lancé à la télévision et sur les ondes une grande enquête sur le chômage de longue durée, en expliquant que l'ANPE allait mettre le paquet pour trouver des solutions. Il vient de publier les résultats de cette enquête effectuée auprès de 16 000 demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE.

Les deux tiers des personnes convoquées se sont présentées. Mais pour plus du tiers d'entre elles (34,9 %) l'ANPE a reconnu qu'elles étaient « incasables », essentiellement parce qu'elles sont âgées de plus de 50 ans : l'ANPE baisse les bras en estimant qu'il n'y a plus rien à faire pour elles.

Près de 40 % des personnes qui se sont présentées n'étaient pas à même de retrouver du travail dans l'immédiat et ont été orientées vers des stages de formation ou simplement vers des stages d'évaluation technique et d'orientation professionnelle.

Ce qui permettra ensuite, soit de leur faire rejoindre finalement la catégorie des « incasables », soit de les classer dans la dernière catégorie, celle des chômeurs de longue durée qui ont tout ce qu'il faut pour trouver un emploi mais à qui l'ANPE n'a pas d'emploi à proposer. Un quart des personnes convoquées étaient déjà dans ce cas.

Bref, l'enquête de l'ANPE n'a permis de résoudre le problème d'aucun des 16 000 chômeurs convoqués. On s'en doutait un peu, et c'est sans doute ce qui explique qu'il y en ait 25 % qui n'aient même pas répondu à la convocation. Evidemment, l'ANPE en a profité pour en radier une partie.

Et pourtant, si l'enquête a révélé quelque chose, c'est bien cette lapalissade que les chômeurs de longue durée ne trouvent pas de travail parce qu'il y a trop de chômage !

Jean Le Garrec en aura appris des choses, comme ministre de l'Emploi !

Claude CHARVET

Dans notre courrier : Course d'obstacles à l'embauche

« Organisation professionnelle agricole (Fédération départementale de la coopération agricole) embauche secrétaire » *: une telle offre d'emploi suscite dans Mâcon 170 lettres de demande environ.*

Alors, c'est la sélection qui commence et tous les moyens sont bons. Sur les lettres d'abord : écriture, orthographe, présentation, style... A croire que c'est presque un écrivain qu'on embauche !

Décortiquées, jaugées, lues et relues, ces lettres ; à croire qu'une page d'écriture permet de tout découvrir, tout dévoiler !

Résultat : 16 « heureux élu(e)s », pas encore tout à fait élus ni tout à fait heureux ; et ils le seraient encore moins s'ils savaient la journée qui les attend ! 16 convocations donc à la commission d'embauche. Et voilà le grand jour, avec des « tests techniques ». Le matin : frappe à la machine, rédaction de lettre, exercices de comptabilité... le tout entrecoupé de marche à pied, pas pour la détente mais tout simplement parce qu'il faut courir après les machines à écrire. Il y en a 4, réparties sur deux étages, pour 16 !

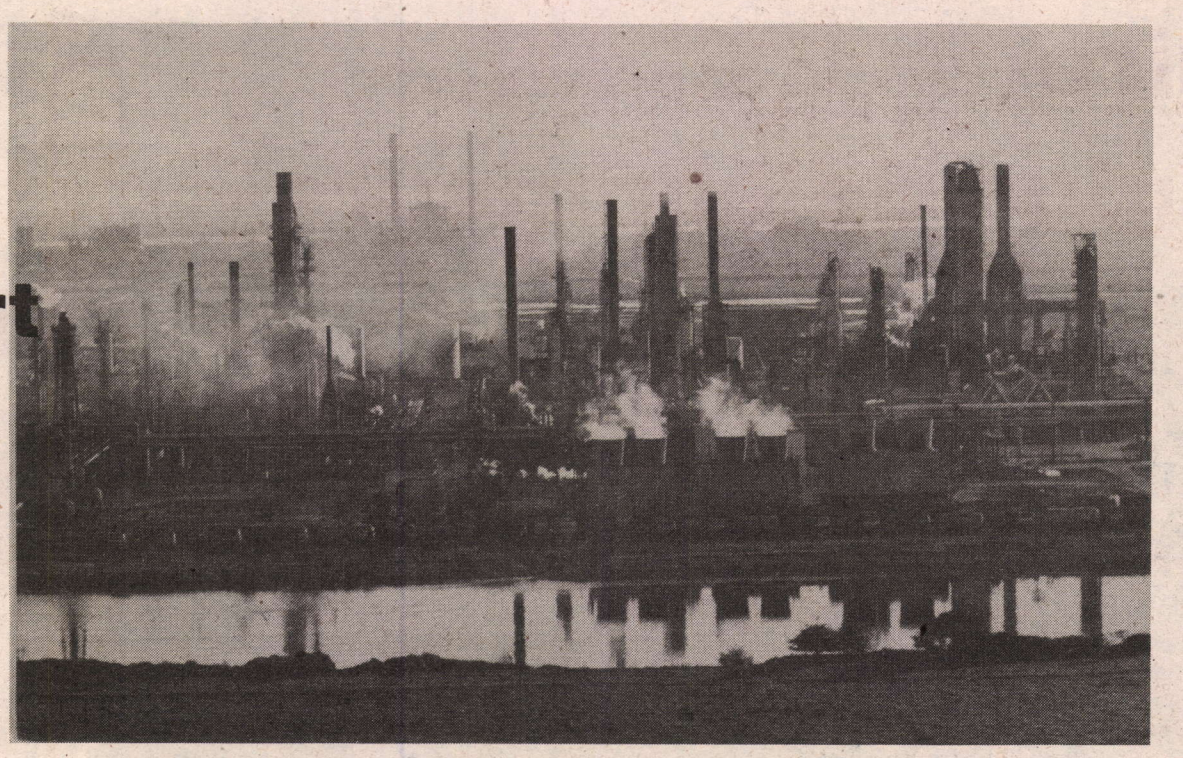
Puis l'après-midi, les « entretiens ». 5 h 30 d'attente pour les derniers à passer « en jugement ». C'est tout dire ! Pour la mise en condition, c'était réussi. Et puis un double examen devant 4 puis 5 « jurés » dont certains, profitant de cette inespérée parcelle de pouvoir, s'en sont donné à cœur joie : entre la trop jeune et qui, comble d'horreur, a redoublé sà 1ere année de BEP, celle qui portait des collants maillés (quelle présentation dans ces circonstances !), celle qui se maquille trop et celle qui ne se maquille pas assez, celle qui est trop agressive et celui-là trop timide, sans compter le pauvre « paumé » revenu d'Allemagne (eh oui, l'armée) la veille au soir !

Enfin oui, par les temps qui courent, il faut déjà avoir de bonnes jambes et des nerfs d'acier pour espérer tenir jusqu'à l'entretien. Ensuite, il ne s'agit plus que de plaire à ces messieurs dames de l'Agriculture.

Pollutec 82 : Le marché de la chasse à la pollution est ouvert

Paris est devenu, pour une semaine, la capitale des industries de l'environnement. Il accueille le quatrième Salon international des techniques eau, air, bruits, déchets — le salon Pollutec 82.

Une eau propre, une atmosphère limpide, une ambiance calme et des paysages intacts, tout le monde aimerait pouvoir en bénéficier. La réalité est bien plutôt celle des usines crachant dans le ciel des fumées nauséabondes et toxiques et rejetant dans les rivières et les océans des déchets de toutes sortes.



Les trusts qui ont pollué feront-ils des profits dans l'industrie de la pollution ? (AFP)

Depuis 15 ans, une nouvelle branche industrielle s'est développée, spécialisée dans les techniques anti-nuisances : fabrication d'instruments (capteurs de poussières, sonomètres, etc.) permettant de mesurer les différents paramètres des altérations de l'environnement, appareils contrôlant les consommations d'eau, d'énergie et de matières premières, avec les inévitables gadgets, tel l'indication de confort thermique qui prend en compte les courants d'air, la température de l'air, la chaleur émise par rayonnement, la résistance thermique de vos vêtements et votre métabolisme personnel. Les techniques de récupération ont, elles aussi, progressé. On sait aujourd'hui fabriquer du méthane à partir de déchets, de la phénylalanine (produit de base de l'industrie pharmaceutique) avec des pelures de tomates, des aliments pour le bétail avec des résidus d'abattoirs et de laiteries. Sans oublier le marché, toujours plus étendu, des matériaux de construction.

Une bonne affaire

L'élimination des déchets toxiques (deux millions de tonnes par an) a entraîné la création d'une véritable industrie au chiffre d'affaires de 520 millions de francs par an. Quant à la récupération, en 1980, son chiffre d'affaires avait été de 10 milliards de francs.

Les techniques anti-polluantes représentent un marché suffisant pour animer toute une branche de l'industrie. Car l'Etat, les collectivités locales et les particuliers ont dépensé, en 1981, 52 milliards de francs pour protéger leur environnement, soit 1,1 % du produit national brut. Les entreprises industrielles n'assurent que 15 % du financement de la lutte contre la pollution, alors que ce sont elles les grandes polueuses. 85 % du financement est supporté par la grande masse de la population, soit directement (15 %), soit par leurs impôts, l'Etat et les collectivités locales assurant 70 % des dépenses d'environnement.

10 milliards sont consacrés à la distribution, l'assainissement et l'épuration de l'eau. La collecte et l'élimination des déchets coûtent 8 milliards, l'amélioration du cadre de vie 7 milliards, la lutte contre la pollution de l'air 2,1 milliards et celle contre le bruit 2 milliards. Réalisant 35 à 40 milliards de francs de chiffre d'affaires, les entreprises liées à l'environnement sont les principales bénéficiaires de cette manne.

Mais, pour qu'il y ait vraiment amélioration du cadre de vie, pour que les besoins d'eau et d'air purs soient vraiment satisfaits, on est très loin du compte. Selon le directeur de la prévention des pollutions, cité par *Le Monde* du 27 novembre, il faudrait encore 20 ans et beaucoup plus de crédits pour que soient respectés les seules normes européennes.

L'avenir qui nous attend ? (UPI)

Les égouts de Marseille s'ouvrent dans la mer

Par exemple, alors que les collectivités locales sont équipées pour épurer 60 % de leurs rejets, un tiers seulement de la pollution est traitée, par défaut de raccordement des égouts aux stations. Des villes comme Marseille et Strasbourg ne sont toujours pas équipées. Au total, la France ne retrouvera des cours d'eau de bonne qualité que si elle y consacre d'ici à la fin du siècle plus de 100 milliards d'investissement.

Il existe actuellement plus d'une vingtaine d'endroits de mesure où les eaux sont de très mauvaise qualité en raison de rejet d'eaux résiduaires industrielles, en Artois, en Picardie tout particulièrement.

Au sujet de la pollution des engrais, il faudrait doubler les crédits de recherche pour parvenir à quelque chose.

Actuellement, en agglomération, la teneur en oxyde de soufre a diminué : elle est de 100 microgrammes de SO_2 par mètre cube d'air, mais il faudrait qu'elle soit de 60 microgrammes.

Quant au bruit, il estime qu'en l'an 2 000 on peut espérer que le niveau du bruit le long des façades ne dépassera pas 65 décibels. Mais c'est autour de 35 décibels que l'on peut parler de niveau faible ! Et tout est à l'avenant car cela coûte cher, très cher.

En visitant le salon Pollutec, Mauroy a promis que, malgré les difficultés économiques, l'Etat ne relâcherait pas son effort. Mais déjà les crédits sont en voie de diminution. Et si la crise se prolonge, aussi bien les particuliers que les collectivités locales et l'Etat lui-même rogneront sur leur budget anti-pollution.

Alors, au-delà des intentions généreuses sur un meilleur environnement, le cadre de vie, etc., Pollutec 82 est une vaste vitrine de représentation où les industries proposent leurs produits, profitant qu'il y a encore des crédits pour le « superflu ».

Annick MORIZET

L'UFC appelle au boycott des produits Nestlé

L'Union Fédérale des Consommateurs (UFC) appelle au boycott en France des produits vendus par la firme Nestlé : les chocolats Nestlé et Kohler, les produits Guigoz, le Nescafé et tous les produits de marque Chambourcy. Ce boycott vise à dénoncer les pratiques commerciales que Nestlé continue à mettre en œuvre pour vendre, dans tous les pays du Tiers Monde, ses aliments pour bébés et en particulier le lait en poudre.

Déjà en 1977, les organisations de consommateurs de plusieurs pays industriels avaient appelé à un boycott contre la même firme, pour les mêmes raisons. Cela faisait suite à un rapport de l'organisme des Nations unies consacré à l'enfance (UNICEF) qui, en 1974, avait révélé les véritables hécatombes qu'entraînait la substitution du lait en poudre au lait maternel : un million de nouveaux-nés mourraient chaque année à cause de l'alimentation au biberon de lait en poudre. En effet, dans tous ces pays où règnent misère et sous-développement, les conditions d'hygiène rendent dangereuse cette pratique : l'eau n'est pas saine, les biberons rarement stérilisés, le lait (parce que d'un coût élevé) souvent trop dilué pour être nourrissant. En conséquence, l'UNICEF avait demandé aux trusts alimentaires occidentaux, et en premier lieu à Nestlé (qui représente à lui seul 50 % des ventes de lait en poudre aux pays sous-développés), d'abandonner les campagnes publicitaires tout azimut destinées à inciter les populations à supprimer l'allaitement maternel au profit du biberon de lait en poudre. Un *Code international de commercialisation des substituts au lait maternel* avait même été édicté. Mais ni cette intervention de l'UNICEF ni le boycott qui suivit ne changèrent les pratiques de Nestlé, qui mit tout juste quelques sourdines à ses outrances publicitaires. Car, aux yeux de Nestlé et de tous les trusts, tous ces pays du Tiers Monde ne représentent qu'autant de marchés, où il est possible de faire de consistants profits en y vendant, sous forme de lait en poudre, leur surproduits laitiers.

Aujourd'hui, l'appel au boycott de l'UFC dénonce de nouveau cette politique criminelle du trust Nestlé parmi d'autres. Sera-t-il suivi ? Et suivi suffisamment pour avoir quelque effet sur Nestlé ? C'est malheureusement bien peu certain, parce que la France est un pays développé où l'alimentation des nouveaux-nés est autrement surveillée et qui n'est donc pas touchée directement par ce scandale.

Evidemment, ce serait plus efficace de pouvoir faire appel aux peuples du Tiers Monde eux-mêmes pour qu'ils refusent d'acheter du lait en poudre. Mais Nestlé dispose de moyens publicitaires plus puissants que les moyens d'information mis au service de la santé des peuples.

En fait, la solution n'est pas tant la suppression du lait en poudre que celle des trust eux-mêmes, qui bâtissent leur richesse et leur pouvoir y compris sur la misère des plus pauvres.

L.P.

DANS LES ENTREPRISES

RENAULT SAINT-OUEN

A part la CGC, aucun syndicat n'a signé l'accord que proposait la direction

A Renault Saint-Ouen, la direction a mis en place des horaires spéciaux de fin de semaine.

Elle demande des volontaires pour effectuer leur semaine de travail en 3 jours (vendredi 8 heures, samedi et dimanche 10 heures), soit 28 heures au lieu de 39 heures 50, avec une perte de salaire de 50 F.

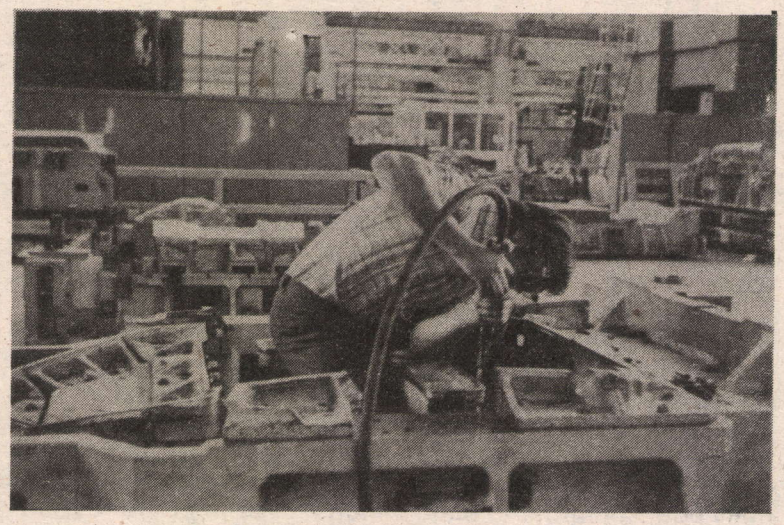
Elle propose la mise en place de cet horaire soi-disant pour tenir des délais et rattraper le retard pris sur certains outils de presse fabriqués à Saint-Ouen. Mais, pour mettre un tel horaire en place, la direction est tenue, aux termes de la loi Auroux, d'obtenir l'accord des syndicats.

Et c'est justement cet accord qu'elle n'a pu obtenir des syndicats, à l'exception de la CGC (cadres). On comprend que quelques travailleurs acceptent exceptionnellement, au volontariat, de perdre 50 F par semaine pour ne faire que 28 h au lieu de 39 h 50, si, pour des raisons personnelles ou familiales, le fait de travailler le samedi et le dimanche ne les dérange pas. Mais les syndicats ont-ils pour autant le droit de mettre le doigt dans l'engrenage des dérogations ? Dérogations que la direction ne demande d'ailleurs que quand cela l'arrange pour pallier ses propres difficultés ou son manque d'organisation. On ne la voit pas, par exemple, demander aux syndicats une dérogation pour passer outre le blocage des salaires par le gouvernement à 8 % pour l'année.

Les représentants de la CFDT ont d'emblée refusé de signer cette dérogation car, de dérogation en dérogation, celles-ci deviennent la règle et refuser de s'y soumettre devient une cause de rupture du contrat de travail. Autrement dit quand les patrons ont réussi à faire accepter les dérogations à certains travailleurs et aux syndicats, ceux qui refusent de s'y plier risquent tout simplement la mise à la porte.

La CGT, qui se sent responsable, était plus gênée pour refuser, car elle était sensible aux arguments de la direction qui invoquait la nécessité de faire face à la concurrence, notamment la concurrence allemande. Par ailleurs elle se sentait gênée de signer seule un accord avec la CGC et la direction. Alors elle essaya de résister, en invoquant auprès de la direction le manque de contacts. « Si la direction l'associait davantage aux décisions, on aurait peut-être trouvé d'autres solutions » ! Finalement, pour se sortir de cette impasse, elle organisa un vote parmi les travailleurs, qui se solda par un refus de signer.

La direction fut donc amenée à faire trancher le débat par l'inspecteur du travail. Celui-ci se fit tirer l'oreille, reprit l'argument des représentants CFDT qu'il était dangereux d'user et d'abuser des dérogations. Il précisa d'ailleurs que la France était le pays européen où il y avait le plus de dérogations concernant le repos du dimanche. Mais finalement, en expliquant que cela était exceptionnel et temporaire (3 mois), il accorda la dérogation à la direction.



La préparation des outils de presse.

Mais la direction, d'ailleurs très surprise, a dû se passer de l'accord des syndicats et c'est l'essentiel. Car enfin, si la loi Auroux soumet à l'accord des syndicats certaines pratiques extra-légales, ce n'est pas une raison pour que ceux-ci le donnent.

CHÈQUES POSTAUX MONTPARNASSE :

Heureux les simples d'esprit !

« Ils nous prennent vraiment pour des débiles » était la réflexion la plus courante à la lecture de la brochure **Pour un air de fête**, distribuée aux Chèques Postaux Montparnasse par la Caisse d'Allocations Familiales.

Cette brochure, outre quelques idées de décoration pour les fêtes, des menus, quelques manières de plier les serviettes, donnait quelques conseils d'organisation, dont voici des extraits :

« Avant le 10 décembre : acheter ou confectionner les cadeaux (...) **; prévoir les vêtements pour chaque membre de la famille** (...) **; si nécessaire, prendre rendez-vous chez le coiffeur.**

Entre le 10 et le 20 décembre : faire les vitres, les glaces, nettoyer les ampoules (...) **; vérifier : verres, vaisselle, couverts.**

L'avant-veille : emballer les cadeaux (...) **; acheter les denrées qui se conservent** (...) **; faire un mise en plis ou aller chez le coiffeur.**

La veille : faire le ménage (...) **; disposer des cendriers en nombre suffisant.**

Le jour même : préparer le repas ; prévoir l'apéritif ; préparer le plateau du café ; vérifier la toilette et le maquillage — après un instant de repos.

Après le départ des invités : mettre les restes au frais ; rassembler la vaisselle ; vider les cendriers ; aérer la pièce.

Le lendemain : remettre en ordre l'appartement (...) **; et prévoir un repas simple et léger. »**

Evidemment, si certaines d'entre nous avaient eu les idées suivantes : ranger les déchets dans le réfrigérateur et la dinde au vide-ordures ; mettre les bigoudis aux poils des pattes ; décorer le sapin de boules puantes ; et remplir les cendriers de mégots, cette brochure leur aurait servi à quelque chose.

Quant aux autres, une fois le premier moment de surprise passé, ça a été l'occasion de rire un peu.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

Le gag

A la Tôlerie, la semaine dernière, les déménageurs avaient reçu l'ordre d'embarquer une plieuse, alors que la machine tournait toujours et qu'une camarade travaillait encore dessus.

Quand on voit cela, on se demande d'où ça déménage exactement.

En tout cas, si cela continue, les occasions de se plier ne vont pas manquer.

Des coups de pieds qui se perdent

Au Contrôle Mécanique, lundi matin, il a fallu aller chercher nos pieds à coulisse au poste de garde.

Le maniaque qui a donné l'ordre aux pompiers de ramasser les pieds à coulisse qui traînaient doit avoir du temps à perdre.

Méfiance ! Méfiance !

Dernièrement, aux Petites Séries, on a vu débarquer un « psychologue ». Il voulait savoir ce qu'on pensait des salaires, des conditions de travail, etc.

Tiens, tiens ! La direction se méfierait-elle de ce que lui disent les chefs ?

Après tout, c'est vrai que les chefs eux aussi ont de quoi en avoir ras-l'bol !

Il est vrai que chacun prend son pied comme il peut.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Chausson Gennevilliers

My taylor is riching !

L'aristo innove. Voilà qu'il vient de trouver un nouveau nom pour remplacer le terme d'agent de manutention. Dans sa bouche, cela devient : agent de dispatching.

Qui fera les frais de sa prochaine fantaisie ? L'ingénieur securiting, le service d'autocaring ou le restauring ?

Certains s'inquiètent car, depuis que les Américains sont passés, il paraît que lorsqu'il remue la tête, ça fait ding ding. My god !

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
CIT-Ormes

De quoi se la couler douce !

Un des dix plus hauts salaires de l'entreprise (7 millions anciens par mois en 1981), atteint par l'âge, a été mis en licenciement-pré-retraite. Il touchera environ 150 millions d'anciens francs d'indemnités : de quoi vivre une trentaine d'années, pour un ouvrier !

Et le comble c'est que ce monsieur touchera la « garantie de ressources » de 60 à 65 ans.

Un champ de poires pour la soif !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Roussel Uclaf Romainville

DANS LES ENTREPRISES

CHAUSSON (Gennevilliers)

Les lois sur la pré-retraite en application

En avril dernier, la direction générale annonçait son intention de supprimer 1 034 emplois sur le groupe d'ici la mi-1983, dont 360 à Gennevilliers. Pour ce faire elle avait engagé la procédure de licenciement économique des travailleurs âgés de plus de 56 ans (voire même ceux de 55 ans). Les licenciements devaient se faire essentiellement par le biais d'une convention avec le FNE (Fonds national de l'emploi) qui assurait 70 % du salaire brut (soit environ 85 % net) mais également par le biais d'une disparition de l'accord d'entreprise améliorant les 70 % du licenciement économique à 60 ans de 15 % payés par Chausson.

Sur le coup, les travailleurs concernés furent à juste titre choqués qu'il y ait deux tarifs, mais finalement le désir bien légitime d'en finir avec l'usine, même en perdant sur les ressources, l'emportait et chacun attendait avec impatience que la convention FNE soit signée.

En octobre, les travailleurs de 60 ans quittaient l'usine bénéficiant de l'accord maison (plus 15 %), la direction les dispensant de faire leur préavis de deux mois.

Puis fin novembre, le gouvernement sort son décret restreignant les droits des chômeurs et pré-retraités, aussi les anciens commençaient à s'inquiéter de savoir si la convention FNE était signée et si, eux, seraient touchés par ces nouvelles lois.

La CFDT fit un certain nombre de démarches et apprit que la signature du ministère était donnée. Comme elle intervient avant le 31 décembre, les allocations des pré-retraités ne seront donc pas touchées (quoique sur les 70 % initiaux, il faut retirer des cotisations sociales). Mais par contre, c'est avec stupeur que les travailleurs découvrirent que la loi entraînait, et cela dès sa parution et non pas seulement au 31 décembre, l'institution d'un bilan de carence pour toucher les allocations, ce qui revient à dire que pendant plusieurs semaines les travailleurs licenciés n'auront pour vivre que ce qu'ils auront touché en indemnités de licenciement et droits aux congés payés ! Ainsi, un OP 1 à 5.500 F de salaire de base et 35 ans d'ancienneté ne touchera rien pendant à peu près 70 jours, auxquels s'ajoutent ses droits aux congés payés. C'est en gros le quart de ses indemnités de licenciement qui sautent !

De plus, il faut savoir que même les travailleurs de 60 ans, partis en octobre avec le bénéfice de l'accord maison, seront touchés par cette mesure : en effet, ils sont chez eux mais toujours en préavis de licenciement que la direction les a dispensés de faire, et la rupture de leur contrat n'intervenait que le 1er décembre. Donc, après la parution du décret ! De plus, personne ne sait exactement si les 15 % d'augmentations supplémentaires qu'ils ont touchés ne vont pas compter dans le calcul du délai de carence et ainsi le rallonger !

La CFDT a dénoncé ces mesures et organisé une permanence pour informer les travailleurs, la CGT reste muette et encore... à l'atelier Mécanique (Chenard) elle a même été jusqu'à dire que c'était une invention de la CFDT !

Ces mesures indignent, les commentaires contre le gouvernement sont nombreux. Cela dit, les travailleurs concernés se sentent bien désarmés et se demandent, s'ils refusent les conditions actuelles, si ce qui suivra ne sera pas encore plus désavantageux.

Correspondant LO

CITROËN (St-Ouen)

Les bons d'achat électoraux de la CSL

A l'approche des élections au comité d'entreprise qui ont eu lieu le 1er décembre, la CSL s'est visiblement sentie inquiète.

La victoire de la CGT et de la CFDT aux élections de délégués du personnel, après la grève de mai-juin, allait-elle se répéter aux élections du comité d'entreprise ?

La CSL a donc décidé de jouer le grand jeu.

Non seulement, elle offrait, le 24, un repas gratuit pour tout le monde, mais le mercredi 25, elle donnait à tous un bon d'achat de 120 F du BHV, pour, selon ses dires : « *montrer la bonne gestion du comité d'entreprise par la CSL* ».

Des ouvriers qui avaient plus de 25 ans dans l'usine n'en revenaient pas. On n'avait jamais vu de telles libéralités électorales chez Citroën.

D'autres se demandaient : « *Si la CSL a tant d'argent, alors pourquoi a-t-elle récemment augmenté les tickets de cantine ?* ».

Aussi quand les travailleurs sont allés toucher leurs bons au local du CE, certains le brandissaient d'un air de défi en disant : « *C'est grâce à la grève !* ».

Aux dernières nouvelles, nous apprenons que les dernières bontés de la CSL ne lui ont valu que de l'ingratitude de la part des ouvriers. Avec 60 % des voix à Citroën-Aulnay pour la CGT et avec une progression importante dans la quasi-totalité des autres usines de la région parisienne, les travailleurs de Citroën ont ainsi fait écho, dans ces élections, à la claque qu'ils avaient donnée au patron et à ses sbires de la CSL lors de la grève du printemps dernier.

Justice de classe

Savez-vous que sur mille infractions constatées par les inspecteurs du travail, dix seulement font l'objet d'un procès-verbal ; que sur ces dix procès-verbaux, cinq sont classés sans suite ; enfin que sur les cinq qui restent et qui finissent par aboutir au tribunal, quatre donnent lieu à des condamnations inférieures aux peines minimum prévues par la loi.

Cela veut dire que lorsqu'un patron ne respecte pas les lois, il a 999 chances sur mille de s'en tirer sans problème. Cette information a été donnée par des inspecteurs du travail de Rennes.

Qui a dit que nous vivions dans une société de justice ?

Le gouvernement frappe les pré-retraités

Bérégovoy, ici face aux patrons auxquels il va annoncer de nouveaux allégements de charges. Pour les pré-retraités en revanche, ce seront les salaires qui seront allégés. (AFP)

Emotion, panique pour certains, tels ont été les résultats provoqués par les mesures annexes concernant la modification du régime des pré-retraites. L'annonce que les contrats de solidarité ou les prises en compte par le FNE (Fonds national de l'emploi) pour les candidats pré-retraités qui seraient inscrits après le 1er décembre ne donneraient plus lieu à l'indemnisation à 70 %, mais tomberaient sous le coup du nouveau régime, a écœuré un grand nombre de travailleurs. Et si les mesures elles-mêmes avaient déjà suscité des réflexions amères, la perspective de l'application anticipée, même d'un simple mois, a libéré bon nombre de ceux qui hésitaient à exprimer leur rancœur. Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas seulement sur le détail de l'application, mais sur le fond de la mesure que le mécontentement des travailleurs s'alimente aujourd'hui.

Et il y a effectivement de quoi. Car la fraction de la population travailleuse directement concernée par ces mesures vient de prendre un grand coup contre son niveau de vie. Un travailleur qui touchait 5.000 F par mois passera de 3.500 F de pré-retraite à 3.250 F. Cette somme sera diminuée encore de 113,75 F, valeur correspondant à une cotisation à l'assurance maladie, décidée par le gouvernement il y a quelques semaines. Mais cela ne s'arrête pas là, puisque par décision gouvernementale toujours, la moitié des indemnités de licenciement et les congés payés seront déduits des indemnités de pré-retraite. C'est d'un véritable racket dont sont victimes les pré-retraités.

Alors même si Bérégovoy, le ministre des Affaires sociales, parle « d'inquiétude non fondée » après la publication de la circulaire de Le Garrec, le ministre de l'Emploi ayant avancé la date du 1er décembre, et même si devant les protestations syndicales, celles des cadres en particulier, ils modifiaient les détails, il resterait l'essentiel. C'est-à-dire que ce gouvernement qui se dit de gauche n'a pas hésité à s'en prendre de façon d'autant plus dure à cette fraction de la classe ouvrière que sont les travailleurs âgés, qu'elle est d'autant plus démunie.

L.G.

Ils montrent l'exemple !

Depuis le 1er janvier de cette année, le gouvernement publie la grille des traitements et soldes de base pour les emplois supérieurs de l'Etat classés hors échelle.

Au 1er janvier, cela variait de 176.662 F par an à 306.011 F par ans, et concernait environ 15 000 fonctionnaires.

Vu toutes les déclarations que l'on doit supporter depuis quelques mois disant qu'au-delà de deux fois le SMIC, le pouvoir d'achat ne serait pas maintenu, on pourrait s'attendre à ce que ministres, secrétaires d'Etat, hauts fonctionnaires montrent l'exemple.

Or il n'en a rien été. Sous la signature d'Anicet Le Pors, on peut voir que ces gens-là se sont donné 2,84 % au 1er avril et 3,93 % au 1er novembre.

Si l'on regarde le salaire maximum, cela fait 21.053 F de plus par an en dix mois.

Ils semblaient avoir du mal à fixer un seuil. Ils en ont trouvé un, reprenons-le et demandons tous 21.053 F de plus par an.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

DUCELLIER (Auvergne)

Grève pour l'augmentation des salaires

Depuis mercredi 24 novembre, les 5.000 travailleurs des usines Ducellier sont en grève pour réclamer des augmentations de salaire.

Dans les usines de la Haute-Loire, Vergongheon et Grosménil, à celles de Sainte-Florine, la grève est complète, tandis qu'à Brassac et à Issoire, dans le Puy-de-Dôme, la proportion de 80 %. Les travailleurs sont mécontents parce que la dernière augmentation, de 2 %, remonte au 1er avril et depuis, ils n'ont rien eu. Ils estiment à 8 % l'augmentation nécessaire pour éponger la perte de leur pouvoir d'achat.

La direction répond que les caisses sont vides, qu'elle a perdu 10 milliards de centimes en trois ans et qu'elle doit subir une diminution des ventes concernant les pièces de rechange, ou encore que les constructeurs — dont Renault, qui est le principal client de Ducellier — ont bloqué les prix.

Les syndicats ont fait leurs calculs : la CGT réclame le rattrapage en pourcentage d'avril à juillet, soit 6 %. La CFDT estime qu'il faudrait 5 % tout de suite et une augmentation uniforme de 350 F. Quant à la CGC, personne ne s'étonne qu'elle soit contre la grève et se contente de réclamer des négociations.

Depuis huit jours, le mouvement est très combatif : les deux usines de la Haute-Loire sont occupées jour et nuit et les grilles sont fermées pour empêcher toute sortie de matériel. Les manifestations à Issoire et même à Clermont-Ferrand ont rassemblé beaucoup de monde. La journée « portes ouvertes » du dimanche 28 novembre à l'usine de Grosménil a été un succès.

La direction fait du chantage en faisant courir le bruit que certaines productions, jugées non rentables pourraient être abandonnées, notamment les petits moteurs à Sainte-Florine, d'où la menace de plusieurs centaines de licenciements.

Pour le moment, les grévistes tiennent bon et attendent le résultat d'une réunion de conciliation prévue mardi soir 30, à Clermont-Ferrand.

Correspondant LO.

OLIDA (Lyon)

La grève continue

A la suite du mouvement de grève à l'usine de Levallois, les travailleurs de l'usine de Lyon sont entrés à leur tour en lutte sur les mêmes revendications : prise en compte du salaire réel pour le calcul de la prime de fin d'année et de la prime d'ancienneté, rappel du retard sur 5 ans.

Pour éviter que les marchandises ne partent, l'usine est occupée jour et nuit par roulement. Malgré de nombreux problèmes personnels, surtout la garde des enfants, de nombreuses travailleuses participent à l'occupation.

Mercredi matin à 5 h 30, des commandos de cadres ainsi qu'une partie de la maîtrise sont entrés de force dans l'usine, coupant des grillages, fracturant des fenêtres et faisant de l'escalade par-dessus les murs.

Deux travailleurs ont été agressés. Ils racontent : **« J'étais sur le portail. Mon chef est venu, il a pris un morceau de bois et il me l'a lancé à la figure pour laisser passer un cadre et il s'est sauvé après ». « Les membres de la direction et de la maîtrise ont sauté par les murs. Ils se mettaient à quatre pattes, ils nous provoquaient, afin qu'on se batte. Ils m'ont blessé avec un Fenwick en faisant marche arrière. Le médecin m'a donné dix jours d'arrêt de travail et je suis bien décidé à porter plainte ».**

En agissant ainsi, la direction a fait un mauvais calcul car des non-gréviste, révoltés par de telles méthodes, ont rejoint les grévistes. Ce qui fait que la grève est encore plus suivie.

Le tribunal d'instance, saisi mardi par le patron, a réservé de 2 jours sa réponse.

Les grévistes sont décidés à poursuivre la lutte, car la direction commence à reculer sur les revendications. L'augmentation de la prime est passée de 300 à 400 F. D'autres chiffres seraient annoncés dans la journée. Le paiement des jours de grève s'est ajouté aux revendications.

A la veille des fêtes de Noël et du Jour de l'An, Olida est pressé de faire reprendre le travail. Ici, chacun en est conscient. Alors, « on continue » est le sentiment général.

JAEGER (Levallois)

Contre les licenciements, protestation des travailleurs

Mercredi dernier, chez Jaeger à Levallois 800 ouvriers sur les mille présents à leur usine ont arrêté le travail de 9 h 30 à midi et ce à l'annonce de 141 licenciements sur Levallois et 278 sur le groupe. Parmi les syndicats, la CFDT proposait de discuter des choix économiques du patron. Tel ne fut pas l'avis de la CGT, qui intervint pour montrer la nécessité de ne pas marcher dans les arguments économiques du patron, mais de se tenir solidaires et de montrer sa force pour faire reculer la direction. Un travailleur syndiqué CGT intervint également pour rappeler que, lorsque Jaeger faisait des bénéfices, il n'en discutait pas avec les ouvriers et que ce n'était pas parce qu'aujourd'hui on prétextait 80 millions de déficit qu'il fallait que ce soit les ouvriers qui les paient. Et il a invité ses camarades à faire sentir sans tarder leur pression auprès de ceux qui prennent les décisions de jeter les ouvriers sur le pavé.

Aucune décision immédiate n'est sortie de l'assemblée mais un nouveau rendez-vous a été pris pour vendredi. Et si la colère ne s'est pas encore exprimée, il se pourrait qu'elle mûrisse.

FACA (Lucé - Eure-et-Loir)

Sortie du blocage des salaires : une semaine de grève

Ce mouvement a démarré le jeudi 18 novembre, à la suite de l'échec des négociations sur la sortie du blocage des salaires. Mais il s'accompagne aussi d'un ras-le-bol général dû au fait que, depuis deux ans, les conditions de travail se sont dégradées.

En effet l'entreprise, sous le contrôle du groupe de la Lyonnaise des Eaux, a entrepris une importante reconversion (en cinq ans elle a perdu plus de la moitié de ses effectifs).

En ce qui concerne les salaires, la direction acceptait une augmentation de 3 % au 1er novembre mais refusait les 3 % supplémentaires demandés en décembre par les ouvriers, sous prétexte qu'elle était **« largement au-dessus des recommandations gouvernementales ».**

Après un conseil d'administration extraordinaire et une réunion de conciliation en présence de Georges Lemoine, maire de Chartres et secrétaire d'Etat, la direction lâchait 1,5 % en décembre, avec un plancher de 100 F (les dernières propositions qu'avait faites la délégation CGT). Les heures de grève ne seront pas payées mais récupérées jusqu'au mois de mars.

Par contre, pour 1983, les augmentations seront de l'ordre de 7,6 % : là, les recommandations gouvernementales ne sont pas dépassées, mais la CGT n'a pas manifesté son désaccord.

Correspondant LO

Les travailleurs sociaux en formation manifestent à Paris

Vendredi 26 novembre, plusieurs milliers de travailleurs sociaux en formation ont manifesté à Paris. Elèves infirmier(e)s, élèves infirmier(e)s psychiatriques, animateurs, éducateurs de jeunes enfants, éducateurs spécialisés apprennent en effet leur métier dans des écoles spécialisées. Mais souvent, ces formations ne sont pas payées, certaines d'entre elles n'ont même pas de statut, ni salarié, ni étudiant. C'est le cas en particulier des éducateurs de jeunes enfants. Ils réclament donc tous des formations payées au minimum au SMIC, un statut particulier et des contrats de travail ne dépassant pas la durée de la formation. Ce sont souvent en effet les futurs employeurs qui tiennent les écoles et assurent ces formations, en échange de contrats de travail qui durent souvent plus de 5 ans, comme la DASS par exemple.

« De l'argent pour la santé, pas pour l'armée ; Ralite, si tu continues, les infirmières te piqueront le cul » **ont été repris en chœur par les manifestants.**

A l'issue de la manifestation, une délégation a été reçue par un chef de cabinet de Bérégovoy : « La situation économique s'est aggravée, et il y a d'autres priorités ». **La chanson est connue, les priorités aussi : les patrons et l'armée pour qui, bien sûr, le gouvernement est moins regardant !**

Quoi qu'il en soit, cette manifestation n'en restera pas là. Un Conseil supérieur du travail social doit être mis en place prochainement par le gouvernement. Et il faudra bien qu'il apporte des réponses précises sur ce problème : la formation de travailleurs sociaux vaut largement la formation d'adjudants !

LIVRES

« La marche de Radetzky »

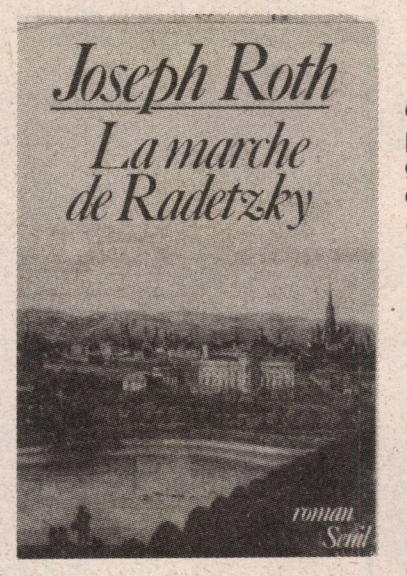
de Joseph Roth

A travers la vie de trois générations de la famille Von Trotta, Joseph Roth dépeint le déclin, puis la chute, de la monarchie austro-hongroise.

Le premier des Trotta, fils de paysans slovènes, sous-officier, a sauvé la vie du jeune empereur François-Joseph à la bataille de Solférino en 1859. Anobli alors, sa vie ainsi que celle de ses descendants est transformée.

Son fils, fonctionnaire impérial, préfet d'une petite ville de province, est le type même du serviteur fidèle d'une monarchie désuète, engoncée dans ses traditions rigides. Et la vie s'écoule paisible et immuable dans la demeure des Trotta, insensibles aux modifications qui apparaissent dans cette mosaïque de nations qu'est l'empire des Habsbourg.

Pourtant, le petit-fils, lui, n'a rien de la tranquille assurance du préfet. Pour lui, devenu, sous-officier, rien n'est simple. A la suite



de divers scandales dans sa vie de garnison, il nous entraîne aux confins de l'empire, tout près de la frontière russe. Et puis les sentiments nationalistes des diverses minorités se font plus vigoureux et remettent en cause l'équilibre sur lequel repose l'empire. La classe ouvrière manifeste, déclenche des grèves, tandis que la presse d'opposition dénonce la répression à laquelle se livre le régime. La contradiction entre la réalité du pays et les couches dirigeantes de l'Etat, figées dans le passé, éclate dans ces années qui précèdent la Première Guerre mondiale et l'effondrement du règne des Habsbourg.

L'auteur de ce livre connaît parfaitement ce monde qu'il décrit, un monde qu'il a même contesté un moment avant d'en devenir un nostalgique au point de rêver la restauration des Habsbourg et même de conspirer pour son retour !

Mais la galerie de portraits des classes dirigeantes dans les dernières années de la monarchie, finement décrites, rend ce roman intéressant.

Jean-Jacques FRANQUIER

La marche de Radetzky de Joseph Roth, Ed. du Seuil, 353 pages, 69 F.

« Le volcan »

de Klaus Mann

En 1933, Hitler arriva au pouvoir en Allemagne. Cette date marqua le début du départ en exil de centaines de milliers d'Allemands qui fuirent le nazisme. Klaus Mann, fils du grand écrivain allemand Thomas Mann, fut l'un de ceux-là. Déchu de sa nationalité, il quitta le pays et devint un des porte-parole de l'opposition antifasciste. Et dans ce livre, sous-titré « *un roman de l'émigration allemande 1933-1939* », il décida de « *parler de ceux qui ont perdu patrie et repos et d'être le chroniqueur de leurs aventures, de leurs catastrophes et de leur confiance dans l'avenir* ».

Intellectuel, Klaus Mann décrit ce milieu qu'il connaît bien de professeurs d'université, poètes, écrivains, acteurs qui ont choisi le chemin de l'exil parce qu'ils sont Juifs ou opposants. Mais il parle également des banquiers et bourgeois conservateurs qui fuient, eux aussi, l'Allemagne tombée sous la coupe de la « *canaille* » hitlérienne. Tous ces immigrés s'installèrent à Paris, Amsterdam, Vienne, Zurich, Prague, Shangaï même, puis au fur et à mesure que la situation se dégrada en Europe, aux Etats-Unis.

Antifasciste convaincu, Klaus Mann a donc voulu faire de son roman un témoignage sur ceux qui fuirent ou luttèrent contre le nazisme, parfois abandonnant les discussions interminables dans les cafés de Montparnasse et délaissant leur plume pour prendre le fusil en Espagne. Et à travers ces pages, nous pouvons en effet nous faire une idée des problèmes qui agitèrent les milieux d'émigrés intellectuels allemands de l'époque.

Mais Klaus Mann a voulu faire aussi « *le roman des déracinés* », des exilés du monde entier et une réflexion sur l'exil. Il nous dépeint d'autres personnages : un exilé d'Amérique latine, une famille d'exilés russes...

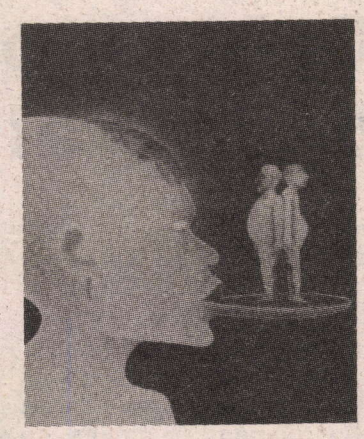
C'est peut-être beaucoup pour un seul roman. La multiplication des personnages, le style décousu fait perdre de l'intérêt au roman dont la lecture est parfois ennuyeuse.

Marie ANTONIN

Le volcan *de Klaus Mann. Ed. Olivier Orban. 404 pages. 95 F.*

« Le racisme »

d'Albert Memmi



Le livre d'Albert Memmi est d'un intérêt inégal.

Il s'attache surtout à démontrer que la notion de race est absurde et fausse historiquement. Comment peut-on parler de race pure alors qu'un pays comme la France a connu au cours de son histoire diverses implantations : Sarrasins dans le midi, Germains à l'est, Vikings à l'ouest. L'Espagne et le Portugal ont été occupés, quant à eux, par les Maures durant plusieurs siècles. Les USA se sont constitués comme une « *mosaïque de peuples et de cultures* ».

Bref, il y a eu au cours de l'histoire un tel brassage des peuples, de tels métissages que nul ne peut affirmer sérieusement qu'il descend biologiquement d'une branche génétique pure. Et quand bien même cela serait, les rejetons des familles royales qui cherchèrent au maximum à reproduire cette pureté biologique, rejetons qui n'ont été souvent que de parfaits imbéciles, donnent une idée du résultat !

Si cette première partie de l'ouvrage est intéressante, la seconde est plus discutable. Dans celle-ci, Memmi s'interroge sur la définition du racisme. Il considère que le mot « *racisme* » reste limité à l'aspect biologique du problème et propose d'utiliser le mot « *hétérophobe* » pour évoquer toutes les attitudes agressives à l'encontre d'autrui. On entre alors dans un débat linguistique d'un intérêt très limité.

Quant au « *traitement* » à la « *thérapeutique* » contre le racisme, ce sont les mots mêmes de Memmi, l'auteur parle d'une « *conduite morale* », d'une « *hygiène mentale* » plus rigoureuse, d'une « *pédagogie continue* » qui devraient concourir à développer dans la société le sens de la fraternité et de l'universalité.

Malheureusement, pour que disparaisse le racisme, il n'y a pas qu'un simple problème d'éducation. Avant l'incompréhension, il y a d'abord les inégalités sociales qui poussent des hommes à se réfugier derrière les différences physiques (ou supposées telles) pour trouver des justifications aux discriminations.

Et si une autre « hygiène mentale » est indispensable pour faire disparaître les mentalités arriérées qui sont celles des racistes, encore faut-il que soient changées les bases sociales sur lesquelles elles trouvent un terrain de développement favorable.

Stéphane HENIN

Le racisme *d'Albert Memmi. Coll. Idées. 210 pages.*

« Les cours du caoutchouc sont trop élastiques »

de Plantu

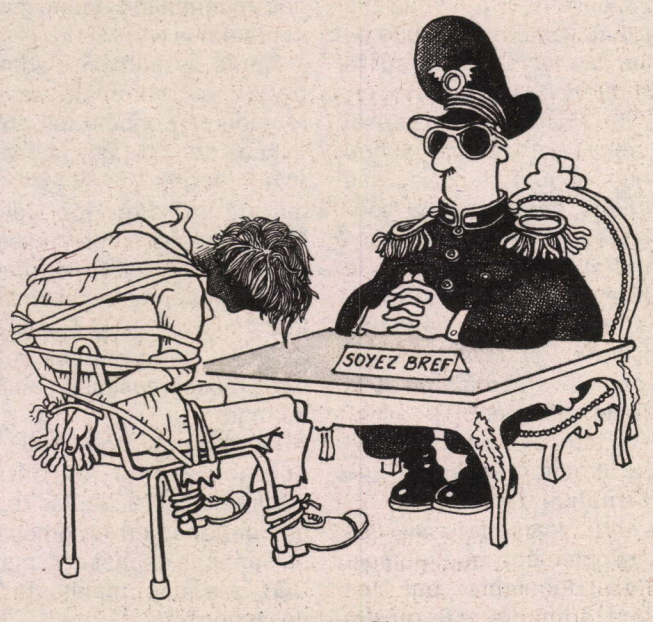
Les lecteurs du journal* Le Monde *ont souvent pu apprécier les dessins de Plantu qui, d'un trait incisif, dénonce la tartufferie des gouvernants ou l'hypocrisie des nantis, et résume des faits d'actualité avec des images d'une ironie souvent mordante.

***Les éditions Maspéro viennent d'en publier un certain nombre, essentiellement celles sur le Tiers Monde, dans un petit recueil intitulé* Les cours du caoutchouc sont trop élastiques *ou* le Tiers Monde en noir et blanc.**

On les retrouve avec plaisir même s'ils se réfèrent pour certains à une actualité passée.

Nelly MEYER

***Les cours du caoutchouc sont trop élastiques* de Plantu. Ed. Maspéro. 48 F.**



Un dessin extrait du recueil de Plantu.

LIVRES

« Ivan le Terrible »

d'Henri Troyat

La Russie fut de 1547 à 1584 dirigée par le tsar Ivan IV, dit Ivan le Terrible. La biographie écrite par Henri Troyat ne manque pas d'éléments pour expliquer pourquoi on le surnomma ainsi.

Dire que ce fut un tyran sanguinaire est peu dire, lorsqu'on apprend les atrocités qu'il fit subir aussi bien aux divers peuples de son empire qu'à ses sujets les plus proches, aux membres mêmes de sa famille qui ne furent pas épargnés par sa fureur et sa folie meurtrière. Il tua entre autres son fils Ivan (celui qui lui était le plus cher !) dans un accès de colère et supprima ainsi celui qui devait être son successeur. Ses nombreuses femmes n'eurent pas non plus des sorts très heureux, finissant pour plusieurs dans des couvents ou en prison.

Troyat ne se contente pas de présenter Ivan le Terrible comme un homme sanguinaire à la limite de la folie. Il évoque ses combats politiques et donne à travers son livre un tableau de la Russie, profondément arriérée, de l'époque.

Ivan IV mena une lutte sans merci pour réduire la puissance des boyards (les seigneurs) et de l'Eglise orthodoxe. En particulier, il déposséda de nombreux boyards de leurs terres et de leurs villages, mettant toutes leurs richesses sous son propre contrôle et administrant ses biens à l'aide d'une caste personnelle, composée de fonctionnaires, les opritchniks. Dans ce sens, il fut le premier tsar recherchant à unifier tous les territoires de la Russie, luttant contre les seigneurs et leurs clans.

Il mena sans grands succès des guerres contre la Pologne, la Suède, le Danemark, les pays Baltes. Par contre, c'est vers l'est qu'il remporta de grandes victoires. Dès le début de son règne, il soumit une partie des Tatars de Crimée, prenant la ville de Kazan. Plus tard, il entama, par l'intermédiaire d'aventuriers, la conquête de la Sibérie.

La recherche d'une ouverture vers l'Occident se fit par l'intermédiaire des Anglais qui acquérirent la liberté et pratiquement le monopole du commerce entre la Russie et l'Europe.

La Russie du XVI[e] siècle qui commerça plus d'ailleurs avec l'Asie qu'avec les pays d'Europe, fut et pour longtemps encore, une région charnière entre l'Asie et l'Occident.

Ainsi, le livre de Troyat est tout à la fois le récit de la vie d'Ivan le Terrible et une peinture vivante de la Russie du XVI[e] siècle. ***Samuel LATAN***

Ivan le Terrible *de Henri Troyat. Ed. Flammarion. 250 pages. 85 F.*

La cathédrale de Basile le Bienheureux à Moscou construite sous le règne d'Ivan le Terrible.

« Premières histoires »

de Joâo Guimaraes Rosa

La parution en français de ces nouvelles, publiées pour la première fois en 1962 au Brésil, nous fait pénétrer dans un univers très singulier. Elles se situent le plus souvent au Minas Gerais, province d'origine de l'auteur et mettent en scène des latifundistes (riches propriétaires terriens), des paysans pauvres, des gens simples dont la vie se trouve dérangée, parfois même bouleversée, par des phénomènes étranges, voire surnaturels.

Ainsi cette histoire d'un pauvre paysan qui décide soudain de se faire construire une barque pour aller vivre sur le « troisième rivage », c'est-à-dire au milieu du fleuve, abandonnant femme et enfants et se refusant à revenir jamais. Ou encore cette autre, relatant une lune de miel passée sous la protection armée des gardes du corps du père de l'époux qui vient d'enlever sa jeune femme. Ou cette autre encore, entre un enfant et un dindon si beau que c'est un crime de le tuer. En quelques pages, l'auteur nous livre les secrets des personnages, nous dépeint leurs émotions, leurs illusions, narre des scènes de tous les jours mais aussi des vendettas, des enlèvements.

Au fil des récits, les légendes populaires, les histoires extraordinaires, les événements surprenants se mêlent à la réalité quotidienne de la vie au Brésil donnant à l'ensemble de l'ouvrage un caractère à la fois allégorique et poétique. Toutefois le procédé d'écriture de Rosa, que la traductrice s'est efforcée de restituer et qui consiste à jouer sur le sens des mots, à les accoler, les recomposer, rend la lecture de ces nouvelles attachantes parfois difficile.

René SICILE

Première histoires ***de Joao Guimaraes Rosa. Ed. A.M. Métailié. 203 pages. 60 F.***

Sélection télévision

Samedi 4 décembre

17 h 50. A2. Carnets de l'aventure. Une expédition sur l'Everest en 1981.
20 h 35. TF1. Droit de réponse. Les caisses noires. Le financement occulte de certains partis...
20 h 35. FR3. On sort ce soir. Otello, opéra de Verdi, avec Kiri Te Kanawa.
21 h 50. A2. Les amis. Dernier épisode de ce feuilleton polonais dont l'action se déroule de 1945 à 1956. Cette fois, nous sommes en 1956 précisément, au moment des « révélations » des crimes staliniens et de l'agitation qui commence dans la classe ouvrière et les milieux intellectuels polonais.

Dimanche 5 décembre

19 h. TF1. Les animaux du monde. Les animaux des réserves indiennes : antilopes, cerfs muntjacs, tigres, singes.
20 h 35. TF1. Les hommes du président. Film américain, avec Dustin Hoffman et Robert Redford : l'affaire du Watergate portée à l'écran.
20 h 35. FR3. A la recherche du temps présent. L'enfant et l'ordinateur. L'ordinateur remplacera-t-il un jour le maître d'école ?
21 h 30. FR3. Courts métrages français. Chartres, ville d'art. Un court métrage sur la cathédrale de Chartres.
21 h 40. A2. Nos mères de Méditerranée. Ce film documentaire montre deux générations de femmes des pays méditerranéens : la vieille génération, et la nouvelle, qui s'émancipe des traditions.
22 h 35. FR3. Cinéma de minuit, cycle Vincente Minelli. **Le chant du Missouri,** comédie musicale bâtie sur une histoire d'amour en 1903 aux USA.

Lundi 6 décembre

20 h 35. TF1. Le limier, film avec Laurence Olivier et Michael Caine. Un aristocrate invite chez lui l'amant de sa femme et lui propose de monter une escroquerie.
20 h 35. A2. Musiques au cœur. Offenbach à la folie. La vie et l'œuvre d'Offenbach qui, à travers l'opéra comique, a fait la satire de la bourgeoisie du Second Empire.

Mardi 7 décembre

20 h 35. TF1. L'épreuve, pièce de Marivaux. Un jeune homme riche veut épouser une jeune fille pauvre, mais il veut être sûr qu'elle ne l'épouse pas pour son argent.
20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran. Jupiter 81, film satirique sur la publicité, suivi d'un débat sur le même sujet.
20 h 45. FR3. Johnny Guitare, western avec Joan Crawford. De la passion, de la haine, de l'amour et de la jalousie... tout cela dans un western !
22 h. TF1. Mémoire. Mary Mc Carthy. Le portrait d'une des représentantes de la gauche américaine de l'entre-deux guerres.

Mercredi 8 décembre

20 h 35. TF1. Mercredis de l'information. Video Gratias. Un reportage sur une industrie qui fleurit actuellement aux USA : la religion mise en vidéo. Prêches dominicaux, sermons, communion et saints sacrements sur magnétoscopes, comme si vous y êtiez !
21 h 30. FR3. Banane flambée. Emission de rock, avec notamment Jimmy Cliff, le « roi du reggae ».
21 h 35. TF1. L'héritage de Samson François. Pour ceux qui préfèrent la musique classique, des extraits d'émissions et de concerts avec ce grand pianiste.

Jeudi 9 décembre

20 h 35. TF1. Bonbons en gros. Téléfilm avec Ronny Coutteure et Chantal Neuwirth. L'histoire d'un « plus de cent kilos » jaloux d'une de ses collègues de travail qui elle aussi se porte bien.
20 h 35. FR3. Les passagers, film avec Jean-Louis Trintignan et Mireille Darc. Un enfant, avec son beau-père, pris en chasse par un camionneur qui en veut à leur vie.
22 h. TF1. Les oubliés de l'histoire. Documentaire sur les camps de réfugiés de l'Asie du Sud-Est.

Vendredi 10 décembre

17 h 45. A2. Légendes indiennes du Canada. Une série d'émissions sur les Indiens... réalisée par des Indiens eux-mêmes.
20 h 35. TF1. Arturo Toscanini, « il maestro ». Une émission sur la vie du célèbre chef d'orchestre. Avec la participation de Yenudi Menuhin.
21 h 40. A2. Apostrophes. La cuisine, du nouveau ou du réchauffé ? Des livres de cuisine présentés à l'émission de Bernard Pivot, voilà qui à coup sûr ne manquera pas de sel.
23 h 05. A2. Ciné-club : Hommage à Jacques Tati. **Trafic.** L'inénarrable Monsieur Hulot au milieu des embouteillages et des ennuis mécaniques.

FILMS

« Hitler, une carrière » et « La guerre d'un seul homme »

En ce moment passent à Paris deux films uniquement réalisés à partir de montages d'images d'actualité, *Hitler une carrière* et *La guerre d'un seul homme.*

Le premier qui dure 2 h 30 a été fait par deux cinéastes allemands. L'objectif des réalisateurs de *Hitler une carrière* est de présenter l'itinéraire d'Hitler. Les intentions des réalisateurs semblent pour le moins ambiguës face au nazisme. Ce film a d'ailleurs été très contesté lors de sa sortie en Allemagne en 1977.

Un des deux réalisateurs, Joachim Fest, s'en était défendu en indiquant : « *Je crois que l'on doit montrer la fascination, la rendre compréhensible* (...) *et, par ce moyen, essayer d'immuniser quelque peu les gens contre des réactions semblables* ». Mais justement là est le problème, car les réalisateurs montrent essentiellement les défilés, les croix gammées sur toutes les coutures et sous tous les angles, la fascination de millions d'individus pour Hitler, ce qui peut passer pour une apologie du dictateur.

Le film fait à partir de documents filmés (Hitler avait paraît-il la manie de faire filmer tous ses faits et gestes par une horde de cameramen) présente Hitler dans toutes ses attitudes, avec ses trucs pour rouler les foules, montre aussi tous les fastes du régime nazi, mais il ne restitue pas le contexte. Ainsi sur un film de 2 h 30 parler de Hitler en montrant à peine dans une petite séquence les camps de concentration et les horreurs du régime nazi, c'est un choix qui conduit à escamoter la réalité.

Il reste que ce film présente une foule de documents sur l'Allemagne, de 1919 jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Et même avec un commentaire trop décousu, ce sont des documents qu'il est toujours intéressant de voir à condition de garder en mémoire que derrière les fastes et les défilés à grand spectacle, il y avait la torture, les camps de concentration, la barbarie quotidienne que le film passe sous silence.

Le deuxième film, *La guerre d'un seul homme* d'Edgardo Kozarinski, est un film fait à partir d'archives cinématographiques. Il s'agit d'une part d'extraits de films réalisés par l'armée allemande en France et sur le front russe. Il s'agit aussi de séquences d'actualités cinématographiques françaises de l'époque.

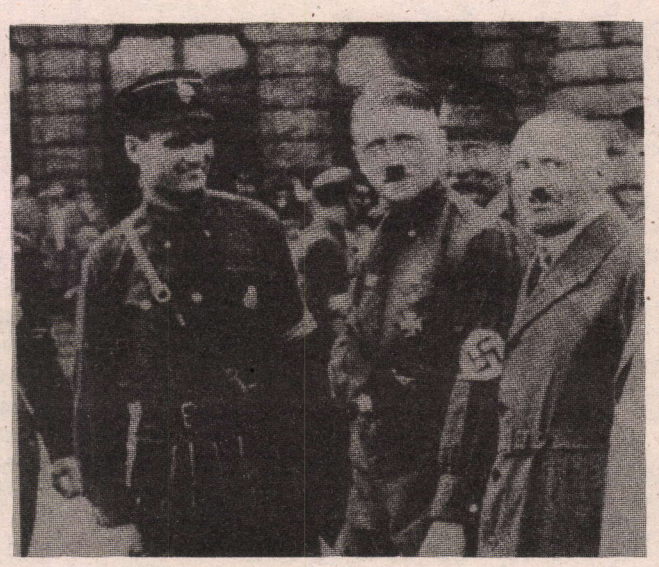
Ces bandes d'actualité sont évidemment accompagnées du commentaire de l'époque, au ton violemment anticommuniste, antisémite et pro-nazi. Les actualités cinématographiques s'efforçaient de faire oublier la guerre au spectateur (rude tâche) car même la rubrique mode vantait le chic des chapeaux de papier ou des chaussures à semelles de bois.

Les films documentaires réalisés directement par l'armée allemande sont plus représentatifs de la vie quotidienne des Parisiens de l'époque. Ces films n'étant pas destinés au public montrent sans fard la misère quotidienne, les queues devant les boutiques, la soupe populaire, les bombardements. Ces actualités sont présentées par des extraits des *Carnets* de l'écrivain allemand Ernst Junger, à l'époque officier allemand à Paris puis en Russie. Ernst Junger voulait garder ses distances par rapport au nazisme qui l'écœurait, mais il n'a jamais vraiment rompu avec ce régime. Et son journal intime est plein de ses états d'âme d'intellectuel embarrassé par sa situation. C'est souvent dérisoire quand ça ne sombre pas dans le grotesque. Ainsi, Junger sachant qu'un détenu allemand doit être exécuté se demande si assister à l'exécution lui apportera quelque chose ou pas.

Le film n'avait pas besoin d'un tel commentaire ! La qualité du montage réalisé le rend cependant intéressant d'un bout à l'autre.

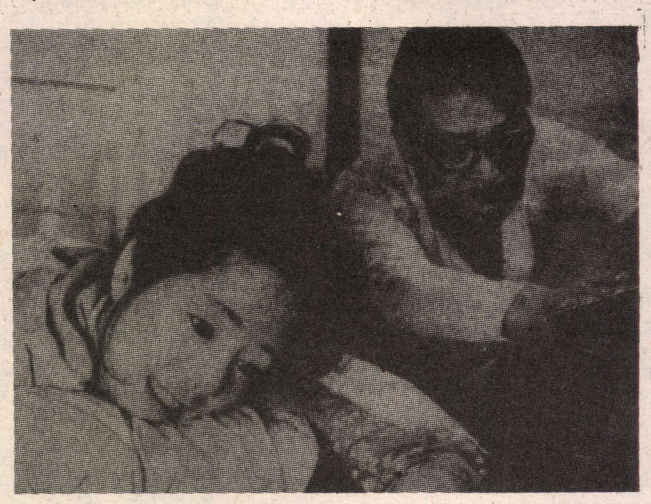
Ces bandes d'actualités montre le Paris de l'Occupation avec les suppôts du nazisme comme Doriot ou Déat, les politiciens ayant choisi la collaboration comme Pétain et Laval et tous ceux qui vivaient bien et buvaient bien, pendant que la population crevait de faim, pendant que les uns étaient torturés et les autres raflés et envoyés en camp de concentration.

Pierre VILMA



Ci-dessus une photo tirée de ***Hitler, une carrière ;***
Ci-dessous, de ***La guerre d'un seul homme,*** *Jean Cocteau et Agnès Sorel durant l'Occupation et un officier filmant l'arrivée des soldats allemands à Paris.*

« La vengeance est à moi »



Le film est inspiré d'un fait divers réel, survenu au Japon en 1964 : l'histoire d'un chauffeur de la régie des tabacs, qui commet diverses escroqueries et cinq meurtres, avant d'être arrêté, au terme de 78 jours de fuite.

Le film commence à l'arrestation du criminel, Enoziku. Puis, il reconstitue le puzzle, par petites touches, avec des retours en arrière fréquents, jusqu'à nous livrer toute l'histoire de cet homme. Un homme qui refuse la vie de la société : rejet de sa famille, catholique, rejet du mariage, vie en marge, faite de petites, puis de grosses escroqueries, pour se clore par des meurtres répétés. Deux de ces meurtres sont d'ailleurs montrés dans toute leur horreur dès le début du film.

Son but n'est pas d'expliquer les raisons des crimes : Enoziku lui-même ne sait pas dire pourquoi il a tué. Le film constate et reproduit les événements, entre autres sa vie familiale, et les relations avec Haru, la patronne d'une auberge-maison de passe, et la mère de celle-ci, qui est elle aussi une meurtrière.

La seule passion du héros est cette haine froide qui l'anime contre l'ensemble de la société.

Le film n'est pas un policier classique : c'est plutôt l'observation clinique d'un comportement d'un tueur ordinaire, replacé dans ses conditions de vie, et son milieu.

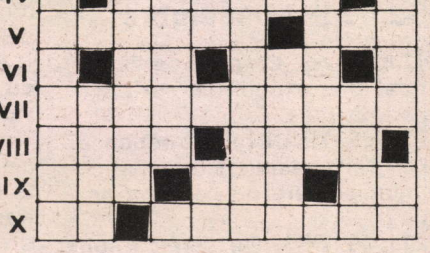
Derrière le Japon officiel calme et prospère, *La vengeance est à moi* donne la vision d'un concentré de haine et de violence.

Un film dur et impressionnant.

Laurence VINON

Mots croisés

HORIZONTALEMENT. — I. Bien que très haute, certains y baissent la tête. II. Qui manque de naturel. Unité d'accélération. III. Baie espagnole. Peut être le début d'un film. IV. Réunion où l'on parle beaucoup de culture. V. Peau d'eau. Rend l'eau. VI. Au bout du pied. Commande l'attaque. VII. Cherchent à plaire. VIII. Tête de cochon. Département. IX. Fourragère. Possèdent. A moitié rôti. X. Symbole de barbarie. Son sel est à bannir de la cuisine.



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	o	p	e	r	a	t	i	o	n	s
II	u	r	a	e	t	e	■	r	o	c
III	v	o	u	t	e	r	a	i	■	e
IV	e	n	■	e	l	■	a	n	n	a
V	r	e	n	n	e	s	■	■	o	u
VI	t	r	o	u	s	■	e	a	u	x
VII	u	■	n	e	■	a	t	r	e	■
VIII	r	a	■	s	e	s	a	m	■	s
IX	e	n	a	■	r	e	l	e	v	e
X	s	s	■	g	e	r	e	r	a	s

VERTICALEMENT. — 1. Enveloppe chargée. 2. Espèce de pomme. Souvent mal léché. 3. A mettre avant les charrues. 4. Appel. Corps. 5. Couche sur la tôle. Peut donner la fièvre. 6. On les donne avant de partir. 7. Langue. Utilisé. 8. Assaillis. 9. Majeur aux Etats-Unis. Fondateur de l'Oratoire. 10. Grossières quand elles le sont mal. Vieille façon d'acquiescer.

THEATRE

• *A la Cartoucherie de Vincennes*

« La Nuit des rois » de W. Shakespeare par le Théâtre du Soleil

A voir en ce moment à la Cartoucherie de Vincennes dans le cadre des spectacles Shakespeare : *La nuit des rois.*

La pièce de Shakespeare raconte une histoire pleine de quiproquos et de déguisements où deux jumeaux, le frère et la sœur, ont été victimes d'un naufrage et se croient respectivement morts et où chacun aura sous un quelconque déguisement à traverser une série d'épreuves avant d'arriver au happy end des retrouvailles et de l'amour comblé.

Bref, quand on n'est pas un inconditionnel de Shakespeare, ce n'est pas extraordinaire. Mais, avec la mise en scène du Théâtre du Soleil, quel plaisir !

Le rythme donné par des musiciens déchaînés, des acteurs bondissants, des costumes brodés, un décor constitué par des soies de couleur en fond de scène qui tombent, ou ondulent au sol pour figurer la mer, des ivrognes extravagants, un fou acrobate, un amoureux transi, une servante comploteuse, un intendant plus noir que nature.

Une soirée très joyeuse à passer.

Prix des places : 60 F. Les places ne sont pas numérotées, il vaut donc mieux arriver à l'avance. Les 4, 8, 10, 12, 16 décembre, en alternance avec Richard II.

COMMUNIQUÉ

« Spectacle d'une heure et demie, drôle ou tendre, absurde ou burlesque, souhaiterait rencontrer public sensible et attentif pour lui raconter, sur tous les tons, premiers contacts de couples suite à une petite annonce. Propension au sourire (voire au rire) souhaitée pour folie, humour, tendresse. »

Ainsi l'équipe de « La mauvaise herbe » présente-t-elle la pièce *Premières rencontres* qu'elle joue au Studio Théâtre du TEM, 19, rue Antoinette, Montreuil, tous les jeudis, vendredis et samedis jusqu'au 18 décembre. A 21 heures. 25 et 35 F.

• *Au Théâtre de Gennevilliers*

« L'éléphant d'or » d'Alexandre Kopkov

Cette pièce russe, écrite en 1932, raconte la vie de paysans d'un kolkhose à l'époque où la collectivisation forcée a été imposée par le régime stalinien. L'auteur, originaire d'une famille de paysans pauvres de la Volga, n'était pas un ennemi du régime, mais la censure de l'époque ne laissa pas jouer cette pièce satirique qui égratigne autant le pouvoir que les paysans.

Le héros est un ancien paysan riche, « un koulak », qui a choisi « volontairement » d'entrer dans un kolkhose et même demandé son adhésion au Parti Communiste.

Les kolkhoziens sont décrits de manière vivante et joués avec humour et chaleur, de sorte qu'on est facilement plongé dans ce conte loufoque où la découverte d'un éléphant d'or introduit de grosses perturbations... qui sont le sujet de la pièce.

Mais surtout, celle-ci tourne en dérision la propagande stalinienne qui prétend que les campagnes sont « dékoulakisées » à 100 %. Chaque phrase de propagande est tournée et retournée dans tous les sens par les paysans, traduite dans le langage du bon sens et, sous couvert de naïveté, complètement ridiculisée.

La morale de Kopkov, c'est que le paysan reste toujours roublard, individualiste ou généreux selon sa nature, et que le stalinisme n'a pas changé l'homme. Et il le dit dans cette pièce drôle, qui porte.

Robert PARIS

Jusqu'au 19 décembre, Théâtre de Gennevilliers (41, avenue des Grésillons, M° Gabriel Péri), du mardi au samedi à 20 h 45 et le dimanche à 17 h. Entrée : 45 F.

Sélection cinéma

Films récents...

L'OMBRE DE LA TERRE.
film tunisien de Taïeb Louhidi.

Tableau d'une famille patriarcale aux confins du désert nord-africain et que la sècheresse et surtout le pillage des grandes puissances condamnent à disparaître.

Studio de la Harpe 5e. 14 Juillet 6e.

LA NUIT DE SAN LORENZO.
de P. et V. Taviani.

En août 1944, le drame vécu par la population d'un village de Toscane prise entre les armées américaines qui avancent et les armées allemandes, ainsi que les fascistes, qui refluent.

Ciné Beaubourg Les Halles 3e (vo). 14 Juillet 6e (vo). Racine 6e (vo). Biarritz 8e (vo). UGC Boulevard 9e. 14 Juillet 11e (vo). Montparnos 14e. 14 Juillet 15e (vo).

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.

Un postier aux prises avec sa passion musicale, des trafiquants, des espions et tout un monde marginal et coloré. Suspense et tendresse à la fois.

Movies Les Halles 1er. Panthéon 5e. Gaumont-Ambassade 8e. Français 9e.

UNE CHAMBRE EN VILLE
de J. Demy

La grève des chantiers de St-Nazaire en chansons, par l'auteur des **Parapluies de Cherbourg.**

Forum cinéma 1er. Danton 6e. 14 Juillet 6e. Biarritz 8e. UGC Boulevard 9e. 14 Juillet 11e. Montparnasse 14e. Trois Murat 16e.

VICTOR-VICTORIA.
de Blake Edwards.

Bousculant les préjugés, ridiculisant les machos et les super-vamps style hollywood, cette comédie musicale nous emmène avec brio dans le monde du music-hall.

Movies Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint Michel 5e (vo). Montparnasse 83 6e. Colisée 8e (vo). Saint-Lazare Pasquier 8e. George V 8e (vo). Maxeville 9e. Athena 12e. Paramount Galaxie 13e. Montparnos 14e. 14 Juillet 15e (vo). Clichy Pathé 18e.

YOL.
de Yilmaz Güney et Serif Gören.

A travers les voyages de cinq prisonniers bénéficiant d'une permission pour revoir leur famille, un visage de la Turquie d'aujourd'hui et de l'oppression qui pèse sur le peuple.

UGC-Opéra 2e. Odéon 6e (vo). Biarritz 8e. 14 Juillet 11e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

LES MISÉRABLES.
de Robert Hossein.

Robert Hossein donne une nouvelle version de l'œuvre de Victor Hugo. Du grand spectacle et de très grands acteurs.

Gaumont Richelieu 2e. Montparnase 63 6e. Odéon 6e. Colisée 8e. Français 9e. UGC Gare de Lyon 12e. Fauvette 13e. Gaumont Sud 14e. Magic 15e. Clichy Pathé 18e.

COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT D'ETE.
de Woody Allen.

Shakespeare et Bergman revus par Woody Allen. Une parodie drôlatique.

Forum Cinéma 1er (vo). Studio Alpha 5e (vo). Paramount Odéon 6e (vo). Publicis Elysées 8e (vo). Paramount Opéra 9e. Paramount Montparnasse 14e (vo et vf). Passy 16e.

... et moins récents

LA GUERRE DU FEU.
de Jean-Jacques Annaud.

D'après le roman de Rosny Ainé, les hommes à l'aube de l'humanité.

Chatelet Victoria 1er. Le Lucernaire 6e.

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI.
de Jacques Rouffio.

Cinquante ans après, un homme abat un nazi responsable de la mort de ses parents adoptifs. Emouvant, avec Romy Schneider et Michel Piccoli.

Paramount Marivaux 2e.

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de John Ford.

D'après le roman de John Steinbeck.

Exploitation et révolte des ouvriers agricoles dans l'Amérique des années 1930.

Studio Contrescarpe 5e (vo). Espace Gaité 14e.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOUS.
avec Jack Nicholson.

Un simulateur sème la perturbation dans un asile de fous.

Arcade 2e.

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI.
de F. Rosi avec G.M. Volonte et Irène Papas.

Un intellectuel italien sous le fascisme, relégué dans un village du sud de l'Italie...

Palace 15e.

L'EPOUVANTAIL.
avec Al Pacino.

Aux USA, deux autose lient d'amitié.

POLOGNE

Vers la fin de l'état de siège ?

Avec la libération de Walesa, puis celle de quelques 30 autres internés et, d'autre part, la promesse de la levée prochaine de l'état de guerre, les militaires font des gestes de conciliation vis-à-vis d'une partie de l'opposition, gestes dont on peut se demander quelle est la portée réelle.

Du côté de l'Eglise on semble s'engager dans une politique symétrique de celle du pouvoir. Témoignent de cette politique, cette semaine, les tractations qui ont cours autour de la grève des artistes et intellectuels qui depuis un an boycottent le régime en n'apparaissant ni à la radio ni à la télévision polonaises. L'Eglise les appelés à cesser leur mouvement pour Noël prochain, et depuis il est question que des clubs d'intellectuels catholiques puissent avoir de nouveau officiellement pignon sur rue.

Du côté des dirigeants de Solidarité, on parle aussi d'une *« nouvelle situation politique »*. Pour eux, ce qui est en cause d'abord, c'est l'échec de la dernière grève du 10 novembre. Il y a manifestement, pour l'instant, un certain recul du mouvement, et il semble que dans ce contexte, Solidarité aussi recherche une trêve avec le pouvoir. D'ailleurs Solidarité a annulé pour l'instant les manifestations prévues pour l'anniversaire du coup d'Etat du 13 décembre prochain.

L'évolution de la situation va-t-elle conduire à un réel *« cessez-le-feu entre le pouvoir et la société »*, selon l'expression même de Solidarité ? Un cessez-le-feu qu'est-ce que cela peut bien signifier au juste pour les différentes parties en présence ?

Pour le parti de l'Eglise, il s'agit de faire reconnaître de façon officielle le rôle que l'Eglise joue de fait avec plus ou moins de succès au sein de la société polonaise : celui de la force tranquille d'opposition.

Mais du côté de la classe ouvrière en revanche, même si l'état de siège est levé, même si un certain nombre de prisonniers politiques sont libérés, les libertés conquises puis perdues lors du coup d'Etat ne sont évidemment pas rétablies.

Et la classe ouvrière a connu une sérieuse dégradation de ses conditions de vie et de travail depuis la défaite du 13 décembre 1981.

Depuis un an, la junte a imposé sa dictature à la population polonaise, elle a imposé des hausses de prix considérables, bien supérieures à celles qui avaient déclenché les premières grèves : c'est de 300 à 400 % que les prix ont augmenté en février dernier. Et depuis, le pouvoir d'achat a baissé de 30 à 40 %.

D'autre part, dans certains secteurs de production, notamment dans les mines de charbon, les militaires ont imposé une production accrue aux travailleurs et cela au prix d'une discipline de fer, de la réquisition, du travail forcé.

Le charbon est en effet une production particulièrement surveillée par le régime, puisque c'est un des rares produits que la Pologne exporte et lui permet de rembourser ses dettes aux financiers occidentaux.

Intensification du travail, allongement du temps de travail au mépris des règles de la sécurité, la classe ouvrière paie très cher sa défaite. La dernière catastrophe minière, survenue le week-end dernier, qui a fait 17 morts dans une mine de charbon, porte à 34 le nombre des accidents mortels survenus dans les mines depuis le début de l'année. Alors si dans le compromis qui se dessine l'Eglise et une partie de l'intelligentsia catholique peuvent espérer obtenir une position un peu améliorée, pour la classe ouvrière, il en va tout autrement. Elle va continuer à subir le talon de fer d'une exploitation renforcée.

Pourtant, si assurée de son pouvoir et de son autorité sur le pays, la junte se décide à lever l'état de siège en Pologne, il ne se trouvera plus personne du côté occidental, pas plus Mitterrand qu'un autre, pour reprocher alors quoi que ce soit au régime polonais. L'essentiel pour les financiers occidentaux et les politiciens qui les servent n'est-il pas que la Pologne puisse faire face à ses dettes vis-à-vis des banques européennes ? Et ce qu'ils reprochent si fort aux dirigeants polonais, ce n'est pas tant la dictature qu'ils imposent à toute la population, mais le fait que, malgré leurs méthodes dictatoriales, ils ne parviennent pas à bâillonner et écraser suffisamment encore la classe ouvrière pour lui faire accepter sans réagir la surexploitation et la baisse dramatique du niveau de vie ouvrier qu'implique pour eux le remboursement de la dette polonaise.

Cécile BERNIER

Reagan en Amérique latine :

Le chef de l'impérialisme en tournée d'inspection

La façon dont s'est déroulée l'arrivée de Reagan au Brésil, première étape de sa tournée en Amérique latine, est tout un symbole : de nuit, sur l'aéroport militaire de Brasilia. Entouré d'un très puissant service de sécurité et survolé en permanence par des hélicoptères, le cortège présidentiel a traversé une ville déserte qui ne s'est animée, comme d'autres villes du pays, qu'au moment des manifestations de protestation de la population contre la venue de Reagan. Et il faut croire qu'il n'a pas tenu à aller vérifier de trop près sa popularité puisque l'étape annoncée de Rio de Janeiro a été annulée au dernier moment.

De telles marques d'hostilité de la part des populations, Reagan en recevra certainement bien d'autres au cours de sa tournée de visite aux dictateurs d'Amérique latine. Car aux yeux des opprimés de ces pays, le représentant de l'impérialisme américain n'est rien d'autre que le dirigeant d'une puissance qui soutient fermement les régimes les plus féroces et est responsable au premier chef de la misère qui pèse sur eux.

Au Brésil, Reagan n'est d'ailleurs pas venu seulement pour faire du cheval et échanger des toasts, même ornés de quelques bourdes, avec son bon ami le général et président Figueiredo. Il est venu parler gros sous et vérifier que le régime brésilien, comme ses semblables de Colombie, du Salvador ou du Guatemala, veillent à l'exploitation éhontée de leurs populations pour rembourser leurs dettes aux banques américaines et internationales.

Et de ce point de vue, c'est une forme de satisfecit que Reagan a donné à Figueiredo en décidant d'accorder au Brésil, pays le plus endetté du monde avec le Mexique, un nouveau prêt de dépannage, à court terme, de 1,3 milliard de dollars. Un assouplissement des restrictions mises aux Etats-Unis à l'importation du sucre brésilien ainsi que l'évocation d'une possibilité de coopération militaire et nucléaire ont également accompagné les félicitations à Figueiredo pour sa façon de gouverner.

Venu s'assurer que la mainmise politique et économique de l'impérialisme américain était toujours aussi entière sur ces pays d'Amérique latine, Reagan, en retour, fait semblant de desserrer un peu les cordons de sa bourse. Et il laisse le soin aux gouvernants de resserrer ceux qui étranglent les populations, populations qui doivent payer de leur sueur, et souvent de leur sang, le remboursement des dettes contractées par les dictateurs.

L.P.

Sainte-Mafia

Le pape a mis fin devant ses cardinaux à six mois de « douloureuse réserve » sur le scandale des finances du Vatican. Il a révélé ce que tout le monde savait déjà, à savoir que la banque vaticane est bien mêlée au scandale de la banque Ambrosiono. Mais elle se refuse pour l'instant à rembourser à l'Etat italien les quelques centaines de millions qu'elle lui doit. Le trou serait dû à « l'ingénuité » de son banquier monseigneur Marcinkus qui aurait manqué de « lumière » en se liant à un autre banquier, le sieur Calvi qui se serait pendu après avoir trompé la sainte Eglise.

Ce révérend Marcinkus avait déjà trempé dans le scandale du banquier Michele Sidona en 1974. Il a été souvent vu en compagnie d'autres personnages, genre repris de justice et petits copains des amis des confidents des parents des membres de la Mafia, sans parler d'accointances possibles avec la loge maçonnique P2, crimes et complots politiques en tout genre...

C'est en toute sainteté que le pape a brandi un doigt vengeur contre la Mafia lors de son dernier voyage en Sicile. Voilà bien longtemps déjà que cette Mafia pratique les détournements de fonds et multiplie les assassinats. Mais voler la banque du Vatican, il y a de l'abus ! Au Vatican, il n'y a place que pour une seule Mafia.

R.P.